

Données sociales 2001

20^{ème} édition

Sommaire

	Pages
<i>Avant-propos : La conjoncture économique</i>	4
Données sociales : Eléments de synthèse	5
1 - La situation de l'emploi au 31 décembre 2001	
1.1 - Les données de base	7
1.2 - L'analyse de la structure	8
2 - L'évolution de l'emploi	
2.1 - Les flux d'effectifs en 2001	11
2.2 - L'évolution des effectifs sur longue période	15
2.3 - Quelques grandes tendances récentes par type d'activité dominante	19
3 - L'état des salaires réels	
3.1 - Les salaires réels au 1er janvier 2002	27
3.2 - Les salaires réels et les rémunérations minimales garanties	30
4 - La formation professionnelle continue	
4.1 - L'évolution de la formation professionnelle	32
4.2 - Le contenu et la réalisation de la formation	34
Annexes : Données chiffrées	35

Avant-propos :
La conjoncture économique

L'évolution de l'activité des établissements de crédit spécialisés

• La production de l'année

Malgré le très net ralentissement qui a marqué la conjoncture macroéconomique, les établissements de crédit spécialisés¹ ont pu maintenir en 2001 un **rythme d'activité soutenu** : grâce à un second semestre globalement plus favorable que le premier (progression de +5,1% contre une contraction de -1,2% dans la première partie de l'année), la production a renoué avec la croissance après le léger tassement enregistré l'année précédente. Les nouveaux financements ont ainsi progressé de **+2%** (contre un recul de -0,8% en 2000), atteignant **69,1 milliards €, nouveau record historique**.

Sur une base **100 en 1996**, l'indice de la production du total des financements s'établit à **140 en 2001**. Sur la même base de référence, l'indice est de 129 pour les financements destinés aux particuliers (équipement et logement) et de 160 pour ceux destinés aux entreprises et aux professionnels (équipement et immobilier d'entreprise). Il atteint 141 si l'on considère l'ensemble des financements d'équipement (particuliers et entreprise) et 138 pour les financements immobiliers (immobilier d'entreprise et logement). Dans le secteur des autres services financiers (affacturation et cautions), l'activité demeure bien orientée malgré une nouvelle confirmation du ralentissement déjà enregistré l'année précédente.

• Les opérations en cours en fin d'année

Le montant des opérations en cours s'établit à **195,6 milliards €** à fin décembre 2001, en hausse de **+3,8%** sur douze mois, progression qui confirme cependant la décélération déjà observée l'année précédente (+6% sur douze mois à fin décembre 2000, après +7,2% fin 1999, qui avait marqué une forte accélération). Sur une base **100 en décembre 1996**, l'encours global des établissements spécialisés s'établit à **122 à fin 2001**. Il se répartit comme suit, selon les trois grands pôles de financement de ces établissements :

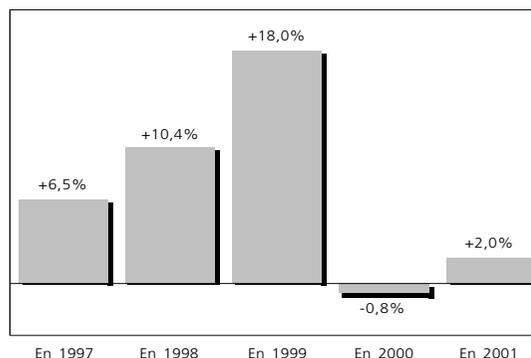
- 95,7 milliards € pour les financements d'équipement, dont 42 milliards € pour les particuliers et des professionnels et 53,7 milliards € pour les particuliers ;
 - 85,1 milliards € pour les financements immobiliers, dont 40,8 milliards € pour l'immobilier d'entreprise et 44,2 milliards € pour le financement du logement ;
 - 14,8 milliards € pour les opérations d'affacturation.
- À ce montant global s'ajoutent les engagements hors-bilan des sociétés de caution pour 49,4 milliards €.

La **part des établissements de crédit spécialisés dans l'ensemble des crédits à l'économie destinés au secteur privé** (y compris les opérations de location simple) s'établit à fin 2001 à **18,6%**. Cette part est de 19,3% pour les crédits aux ménages, mais atteint **51,1% pour le crédit à la consommation** (crédits de trésorerie), et 25,9% pour les crédits d'investissement et de trésorerie aux entreprises et aux professionnels.

¹ Ensemble des adhérents de l'ASF (membres de droit et membres correspondants).

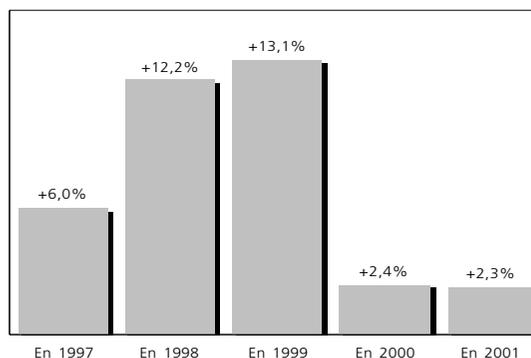
Evolution de la production annuelle

Production - Total des financements*



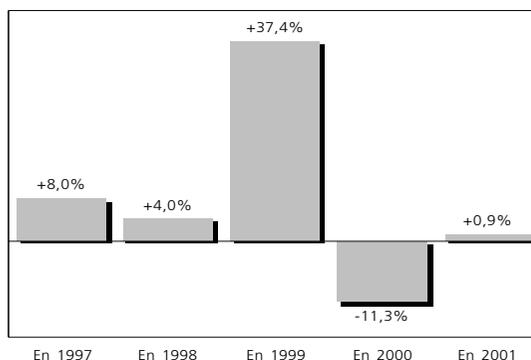
* Evolution annuelle. Hors affacturation.

Production - Financement de l'équipement*



* Evolution annuelle. Equipement des particuliers et des entreprises.

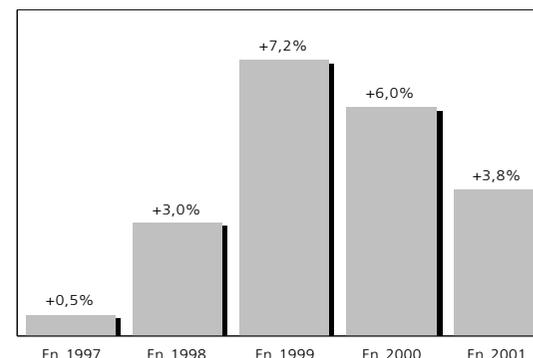
Production - Financement de l'immobilier*



* Evolution annuelle. Immobilier d'entreprise et financement du logement.

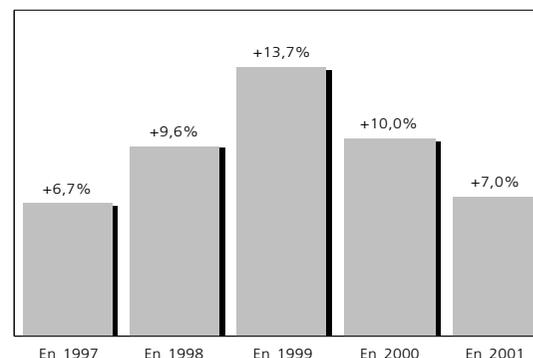
Evolution des opérations en cours en fin d'année

Encours - Total des financements*



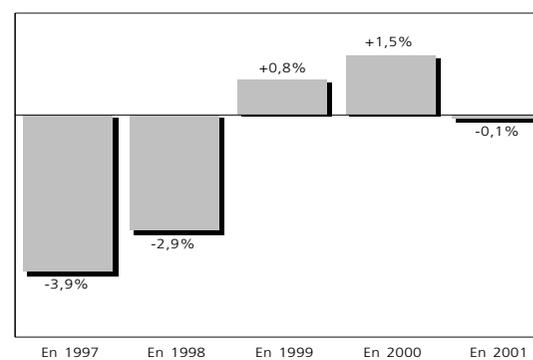
* Glissement annuel. Y compris affacturation.

Encours - Financement de l'équipement*



* Glissement annuel. Equipement des particuliers et des entreprises.

Encours - Financement de l'immobilier*



* Glissement annuel. Immobilier d'entreprise et financement du logement.

Données sociales 2001 : éléments de synthèse

1. La situation de l'emploi

• La structure d'ensemble de la profession

Au 31 décembre 2001, l'effectif des 473 établissements membres de l'ASF¹ auxquels s'appliquent les dispositions de la convention collective des sociétés financières s'établissait à quelque **23 400 salariés**. On peut estimer que 20% - en nombre - des sociétés regroupent 80% de l'effectif.

• La situation au 31 décembre 2001

Le personnel des sociétés financières se caractérise par un **haut niveau de qualification** (près de 40% des salariés ont le statut de cadre, et 93% des salariés non-cadres appartiennent aux catégories de personnel qualifié ou très qualifié), un **taux de féminisation important** (les femmes représentent 63% de l'effectif total et 42% du personnel d'encadrement - contre 20% en 1982 -), un âge et une ancienneté peu élevés (69% du personnel ont moins de 40 ans et 63% moins de 10 ans d'ancienneté).

2. L'évolution de l'emploi

• Les flux d'effectifs en 2001

Septième année consécutive de progression des effectifs des sociétés financières en 2001, avec un taux de croissance globalement peu différent de celui enregistré l'année précédente : **+1,8%** (après +1,7%), que l'on considère l'ensemble des contrats ou les seuls contrats à durée indéterminée. Il s'agit là d'un rythme proche du taux moyen de croissance enregistré sur longue période (+2% sur les vingt dernières années).

A l'exception des établissements de financement immobilier et de ceux spécialisés dans les crédits renouvelables, dont les effectifs se contractent respectivement de -1,9% et -0,5%, tous les autres secteurs d'activité marquent une **progression, plus ou moins prononcée selon le type d'activité** : de +12,6% pour les sociétés de crédit-bail immobilier à +1% pour celles de crédit-bail mobilier.

Une nouvelle fois, **la croissance diffère selon le sexe et le statut**. Positive pour l'ensemble du personnel, la progression est variable selon la catégorie hiérarchique (elle est plus importante pour les cadres avec +2,2% que pour les non-cadres à +1,5%) et, surtout, selon le sexe (+3,3% pour les hommes et +0,8% pour les femmes).

On notera que la forte poussée apparente des licenciements économiques (11,4% du total des fins de contrat à durée indéterminée) est due pour l'essentiel à une entreprise qui regroupe, à elle seule, environ 75% du total de ces licenciements. Hors ce cas particulier, le taux d'ensemble s'établit à 4%, en ligne avec la tendance au recul perceptible depuis plusieurs années.

La part des contrats à durée déterminée est quasiment **stable** d'une année sur l'autre pour l'échantillon considéré : elle s'établit à **6,3%** de l'effectif total à fin 2001 après 6,4% l'année précédente.

• L'évolution de la profession sur longue période

L'évolution quantitative : sur les **vingt dernières années**, l'effectif de la profession a progressé globalement de **+48%**, résultat de seize années de hausse (dont six avec un taux de croissance supérieur à 4%) qui ont plus que compensé la période de recul des années 1991 à 1994. Sur une base 100 en 1981, l'effectif total s'inscrit à 148 en 2001, celui des salariés non-cadres à 122 et celui des cadres à 226. En moyenne sur la période, le **taux annuel de croissance** est de **+2%**.

L'évolution qualitative : au cours de cette même période, la **proportion de cadres** dans l'effectif total est passée de **25% à 39%**. Cet accroissement régulier de la qualification du personnel est particulièrement accentué pour le personnel féminin : la part des femmes chez les cadres a ainsi doublé de 1982 à 2001, passant de 21% à 42%.

3. Les salaires réels²

• L'état des salaires réels

Pour un salarié sur deux de la profession, la rémunération annuelle perçue en 2001 (hors prime d'ancienneté) était **supérieure à 24 970 €**. A coefficient égal, les salaires du personnel féminin sont en moyenne inférieurs de l'ordre de 3% à ceux du personnel masculin chez les non-cadres, cet écart passant à 8% chez les cadres.

• Les salaires réels et les rémunérations minimales garanties

Au 1er janvier 2002, les **salaires réels** (sur la base du salaire médian) étaient en moyenne **supérieurs de 39% aux rémunérations minimales garanties** (RMG valeur 1er septembre 2001). Cet écart varie selon le sexe (en moyenne de 43% pour les hommes et 35% pour les femmes) et selon la qualification (28% pour les non-cadres et 54% pour les cadres), il culmine à 89% au coefficient 900 (cadres supérieurs).

On notera le **rapprochement marqué des RMG et des salaires réels des 10% des salariés les moins rémunérés**, tout particulièrement dans les premiers coefficients : ainsi, l'écart entre les salaires réels du 1er décile et les RMG est de 3% seulement en moyenne pour le groupe de coefficients 150 à 180 (et il est quasiment nul pour les deux premiers coefficients) et de 10% dans le groupe 195 à 240.

4. La formation professionnelle continue

• L'effort financier

En 2001, l'effort financier de formation a continué de marquer le pas : il s'établit en moyenne à **4,48%** de la masse salariale (mais atteint 5,1% dans les grandes sociétés de 500 salariés et plus), en légère contraction (-0,18 point) par rapport à 2000. Cette pause ne remet cependant pas en cause la **tendance de fond à la croissance enregistrée ces trois dernières années**, faisant suite au palier des années 1994 à 1998.

• Les bénéficiaires de la formation et le contenu des stages

En 2001, **75% des salariés de la profession ont suivi au moins un stage de formation au cours de l'année** contre 61% dix ans auparavant. Près de la moitié des formations (45%) est constituée par des stages liés directement à l'activité de l'entreprise, 21% par des stages d'informatique et de bureautique, 18% par des stages de formation générale, 8% par des formations techniques juridique et comptable, le solde par des thèmes divers.

¹ Non compris les membres correspondants de l'Association.

² Hors prime d'ancienneté - Tous coefficients compris (C150 à C900).

1 - La situation de l'emploi

1.2. - L'analyse de la structure

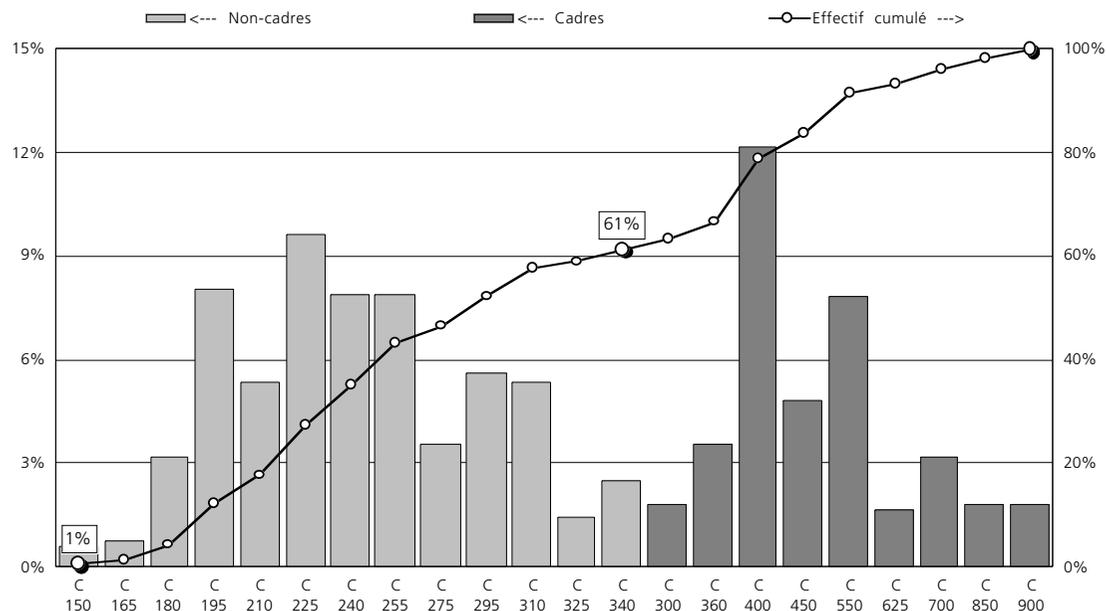
Structure du personnel par coefficients et catégories hiérarchiques de la convention collective

Haut niveau de qualification des salariés de la profession : **38%** du personnel ont le statut de **cadre**, et 93% des salariés non-cadres sont situés dans les catégories de personnel qualifié, très qualifié ou supérieur (coefficients hiérarchiques 195 à 340 de la convention collective).

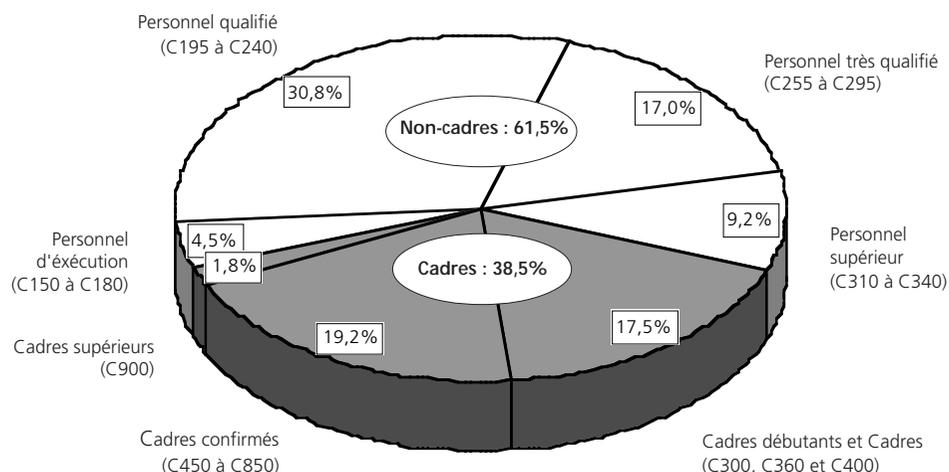
Les plus fortes concentrations de salariés se situent, pour les non-cadres, avec **31% de l'effectif total** (et 50% de l'effectif total des non-cadres), dans la zone des coefficients 195 à 240 correspondant au "**personnel qualifié**", et, pour les cadres, dans celle des coefficients 450 à 850 correspondant aux "**cadres confirmés**", avec 19% de l'effectif (et également 50% de l'effectif total des cadres).

Deux coefficients hiérarchiques regroupent la part relative la plus élevée du personnel : en premier lieu le coefficient 400 (position "cadre") avec 12% de l'effectif total de la profession - et 32% de l'effectif des seuls cadres -, et le coefficient 225 (non-cadre, niveau "personnel qualifié") avec 10% de l'effectif total de la profession - et 16% de l'effectif des seuls non-cadres -.

Structure du personnel par coefficients hiérarchiques (en % de l'effectif total)



Structure du personnel par catégories hiérarchiques (en % de l'effectif total)



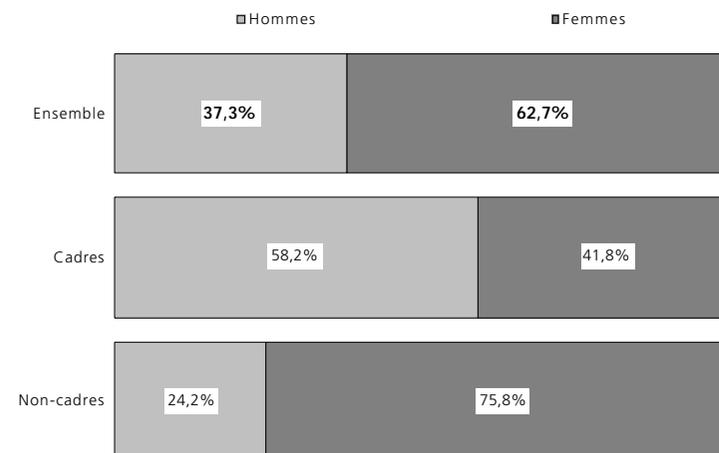
Structure du personnel selon le sexe, l'âge, l'ancienneté et la qualification

Trois traits caractéristiques à relever :

- Un **taux de féminisation élevé** : les femmes représentent **63%** de l'effectif (42% des cadres et 76% des non-cadres).
- Un **personnel jeune** : la part des salariés de **moins de 40 ans** atteint **69%** du total. Cette proportion s'élève à 74% pour le personnel non-cadre mais s'abaisse à 61% pour le personnel cadre.
- Un **personnel récent** : **32%** des salariés ont **moins de 3 ans d'ancienneté**, et 63% moins de 10 ans.

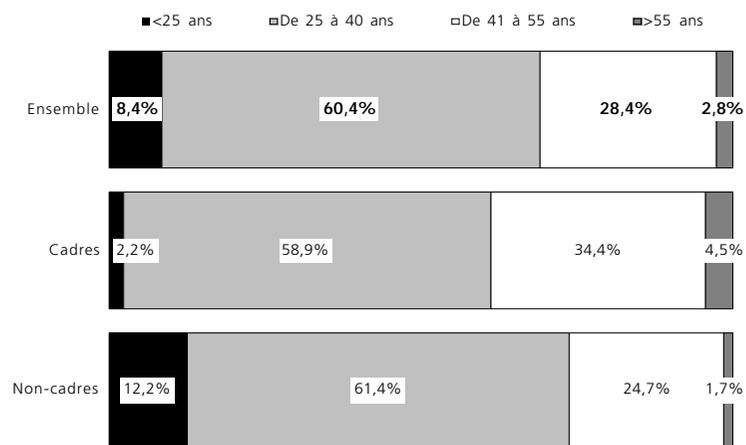
Structure du personnel selon le sexe et la qualification

(en % de l'effectif total ou de celui de la catégorie de personnel considérée)



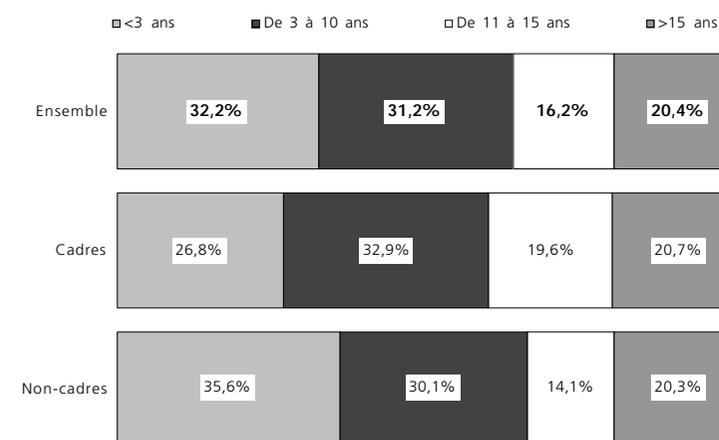
Structure du personnel selon l'âge et la qualification

(en % de l'effectif total ou de celui de la catégorie de personnel considérée)



Structure du personnel selon l'ancienneté et la qualification

(en % de l'effectif total ou de celui de la catégorie de personnel considérée)



2 - L'évolution de l'emploi

2.1. - Les flux d'effectifs en 2001

Synthèse globale*

(voir aussi annexes 5 à 7, pages 39 à 44)

I - DONNEES DE BASE	
1 L'effectif au 31.12.2000	15 091
- Salariés titulaires d'un CDD	967
- Salariés titulaires d'un CDI	13 874
- Autres types de contrats (1)	250
2 Les entrées du 1.1.2001 au 31.12.2001	4 462
- Par CDD	1 983
- Par CDI	2 043
- Autres types de contrats (1)	436
3 Les sorties du 1.1.2001 au 31.12.2001	4 192
- Pour fin de CDD	1 611
- Pour fin de CDI	2 156
. Démission	1 057
. Licenciement(s) pour motif économique	245
. Licenciement(s) pour autre(s) motif(s)	273
. Mise et/ou départ en retraite ou préretraite	94
. Autres causes de fin de CDI (2)	487
- Pour fin d'autres types de contrats (1)	425
Salariés non-cadres promus cadres au cours de 2001	104
4 L'effectif au 31.12.2001	15 361
- Salariés titulaires d'un CDD	971
- Salariés titulaires d'un CDI	14 129
- Autres types de contrats (1)	261
Transformations de CDD en CDI au cours de 2001	368

II - ELEMENTS D'ANALYSE	
1 L'analyse structurelle	
Nombre de sociétés	116
Effectif moyen / société au 31.12.2001	132
Proportion d'hommes au 31.12.2000	39,0%
Proportion d'hommes au 31.12.2001	39,6%
Proportion de femmes au 31.12.2000	61,0%
Proportion de femmes au 31.12.2001	60,4%
Variation de la proportion de femmes en 2001	-0,6%
Proportion de cadres au 31.12.2000	40,6%
Proportion de cadres au 31.12.2001	40,8%
Variation de la proportion de cadres en 2001	+0,2%
Part des non-cadres promus cadres en 2001 (% des non-C)	1,1%
Taux de CDD au 31.12.2000	6,4%
Taux de CDD au 31.12.2001	6,3%
Variation du taux de CDD en 2001	-0,1%
Part des CDD transformés en CDI en 2001	27,5%
2 L'analyse des flux	
Variation de l'effectif total 2001/2000	+1,8%
Variation de l'effectif CDI seul 2001/2000	+1,8%
Part des licenciements économiques (% des sorties CDI)	11,4%

(1) Dont, notamment, salariés titulaires d'un contrat de travail temporaire (intérimaires).
 (2) Décès, mutations intra-groupes (hors secteur ASF) ...

* Données établies sur la base d'un échantillon de 116 établissements regroupant 66% de l'effectif total de la profession au 31. 12.2001.

Les flux d'effectifs en 2001 Commentaires

Sur la base d'un effectif de 10 000 salariés au 31 décembre 2000, composé de

- **641** titulaires d'un contrat de travail à durée déterminée (**CDD**), dont 26% d'hommes et 74% de femmes, 88% de non-cadres et 12% de cadres,
- **9194** titulaires d'un contrat de travail à durée indéterminée (**CDI**), dont 40% d'hommes et 60% de femmes, 57% de non-cadres et 43% de cadres ;
 - **166** titulaires d'un autre type de contrat^a, dont 32% d'hommes et 68% de femmes, 97% de non-cadres et 3% de cadres.

on constate que **2957 salariés sont entrés au cours de l'année 2001,**

- **1314 par CDD**, soit 44,4% du total des entrées, dont 30% d'hommes et 70% de femmes, 95% de non-cadres et 5% de cadres,
- **1354 par CDI**, soit 45,8% du total des entrées, dont 47% d'hommes et 53% de femmes, 54% de non-cadres et 46% de cadres,
- **289 par autre** forme de contrat^a, soit 9,8% du total des entrées, dont 26% d'hommes et 74% de femmes, 98% de non-cadres et 2% de cadres ;

pendant que 2778 salariés sortaient au cours de la même période,

- **1068 pour fin de CDD**, soit 38,4% du total des sorties, dont 28% d'hommes et 72% de femmes, 96% de non-cadres et 6% de cadres,
- **700 pour démission**, soit 25,2% du total des sorties, dont 42% d'hommes et 58% de femmes, 58% de non-cadres et 42% de cadres,
- **162 pour licenciement à motif économique**, soit 5,8% du total des sorties, dont 28% d'hommes et 72% de femmes, 70% de non-cadres et 30% de cadres,
- **181 pour licenciement** fondé sur d'autres motifs, soit 6,5% du total des sorties, dont 50% d'hommes et 50% de femmes, 45% de non-cadres et 55% de cadres,
- **62 pour mise et/ou départ en retraite ou préretraite**, soit 2,2% du total des sorties, dont 35% d'hommes et 65% de femmes, 45% de non-cadres et 55% de cadres,
- **323 pour d'autres causes de fin de CDI^b**, soit 11,6% du total des sorties, dont 47% d'hommes et 53% de femmes, 53% de non-cadres et 47% de cadres,
- **282 pour fin d'autres types de contrat^a**, soit 10,2% du total des sorties, dont 26% d'hommes et 64% de femmes, 99% de non-cadres et 1% de cadres ;

soit un **taux de rotation** du personnel de **28,7%** (tous contrats confondus), et de **13,9%** pour les seuls contrats à durée indéterminée.

Au 31 décembre 2001, l'effectif était donc de 10 179 salariés - soit une hausse de +1,8% -, composé de

- **643 titulaires de CDD** (6,3% du total contre 6,4% à fin 2000), dont 28% d'hommes et 72% de femmes, 94% de non-cadres et 6% de cadres,
- **9363 titulaires de CDI** (92% du total contre 91,9% à fin 2000), dont 41% d'hommes et 59% de femmes, 56% de non-cadres et 44% de cadres,
- **173 titulaires d'un autre type** de contrat^a (1,7% du total, comme à fin 2000), dont 31% d'hommes et 69% de femmes, 97% de non-cadres et 3% de cadres.

^a Dont, notamment, salariés titulaires d'un contrat de travail temporaire (intérimaires).

^b Décès, mutations intra-groupes (hors secteur ASF) ...

Analyse de l'évolution des effectifs en 2001

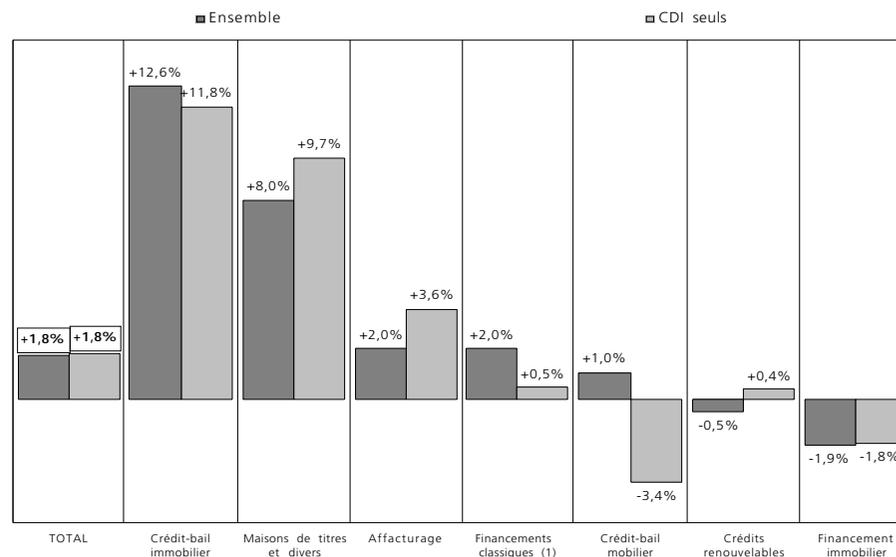
Septième année consécutive de progression des effectifs des sociétés financières en 2001, avec un taux de croissance globalement peu différent de celui enregistré l'année précédente : **+1,8%** (après +1,7%), que l'on considère l'ensemble des contrats ou les seuls contrats à durée indéterminée. Il s'agit là d'un rythme proche du taux moyen de croissance enregistré sur longue période (+2% sur les vingt dernières années).

Ce sont les établissements petits et moyens (en termes d'effectifs) qui progressent le plus rapidement (+13,7% chez ceux de moins de 50 salariés et +2,9% pour ceux de 50 à 199 salariés), les grands établissements (500 salariés et plus) enregistrant une quasi-stabilité de leurs effectifs (+0,3%).

A l'exception des établissements de financement immobilier et de ceux spécialisés dans les crédits renouvelables, dont les effectifs se contractent respectivement de -1,9% et -0,5%, tous les autres secteurs d'activité marquent une **progression, plus ou moins prononcée selon le type d'activité** : de +12,6% pour les sociétés de crédit-bail immobilier à +1% pour celles de crédit-bail mobilier.

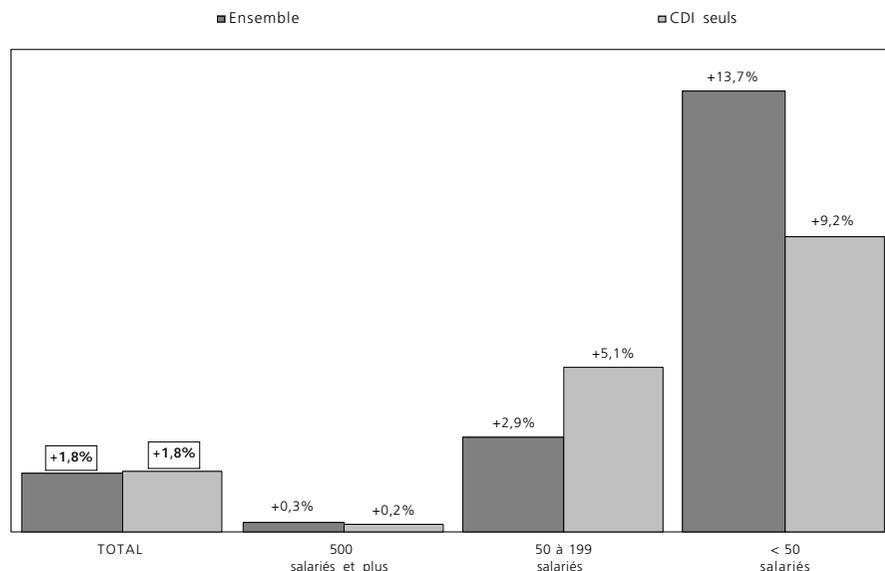
Une nouvelle fois, **la croissance diffère selon le sexe et le statut**. Positive pour l'ensemble du personnel, la progression est variable selon la catégorie hiérarchique (elle est plus importante pour les cadres avec +2,2% que pour les non-cadres à +1,5%) et, surtout, selon le sexe (+3,3% pour les hommes et +0,8% pour les femmes).

Evolution des effectifs en 2001 selon le type d'activité

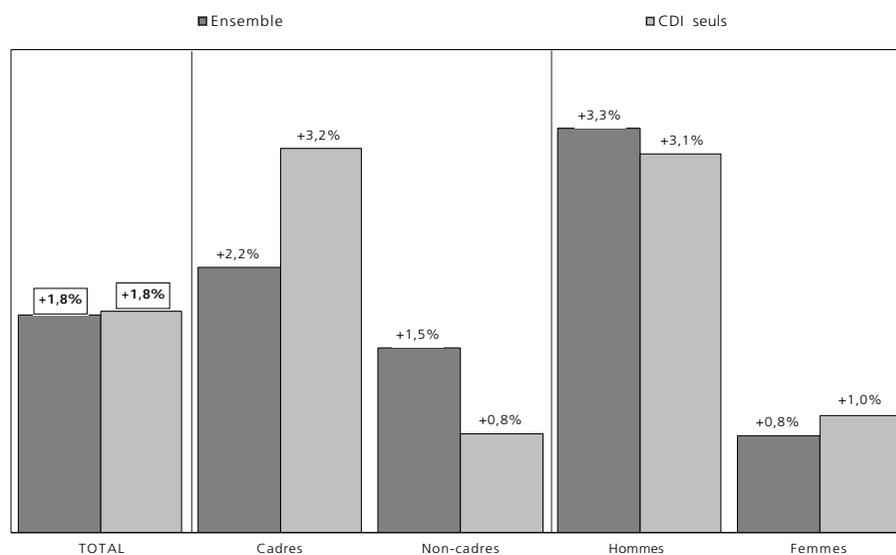


(1) Financements classiques de l'équipement des ménages (automobile et équipement du foyer) et des entreprises (véhicules industriels, matériels d'équipement).

Evolution des effectifs en 2001 selon la taille des sociétés



Evolution des effectifs en 2001 selon la qualification et le sexe des salariés



Les flux d'effectifs : structure et principales caractéristiques

Le taux de rotation des effectifs - tous types de contrats confondus - s'établit à **28,7%**, supérieur de 2 points à celui de l'année précédente, et à 15,1% pour les seuls CDI (un point de plus qu'en 2000).

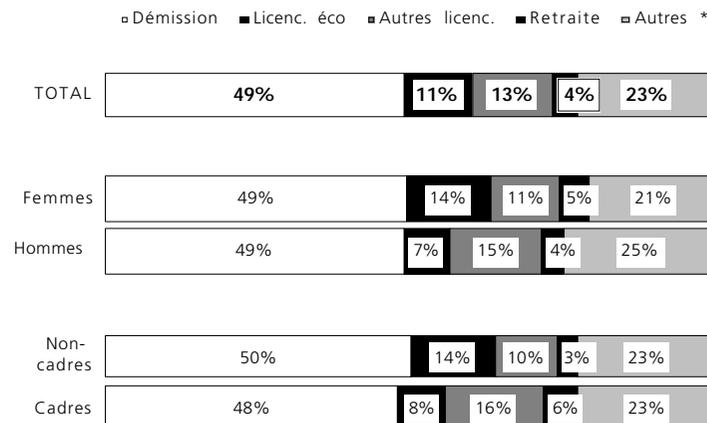
La part des contrats à durée déterminée est quasiment stable d'une année sur l'autre pour l'échantillon considéré : elle s'établit à **6,3%** de l'effectif total à fin 2001 après 6,4% l'année précédente. Cette proportion passe de 0,9% chez les cadres à 10% chez les non-cadres et de 4,4% chez les hommes à 7,6% chez les femmes. La plus forte proportion de CDD se trouve dans les établissements spécialisés dans les crédits renouvelables (8,6%), la plus faible dans les sociétés de crédit-bail immobilier (2,5%). En moyenne, 27,5% des salariés titulaires d'un tel contrat ont vu celui-ci se transformer en CDI au cours de 2001 (après seulement 18,1% l'année précédente).

Les entrées de salariés ont été composées à **44% de CDD** (9% chez les cadres et 55% chez les non-cadres, 35% chez les hommes et 50% chez les femmes), 46% de CDI (91% chez les cadres) et 10% d'autres types de contrats (intérim, notamment).

Les sorties de salariés sont constituées pour 38% de fins de CDD et 51% de fins de CDI. Parmi les causes de **fin de CDI**, les **démissions** entrent pour **49%**, les licenciements pour motifs économiques pour 11% et ceux pour autres motifs à 13% ; pré-retraite, retraite et autres causes de fins de contrat composent le solde. On notera que la forte poussée apparente des licenciements économiques est due pour l'essentiel à une entreprise qui regroupe, à elle seule, environ 75% du total de ces licenciements. Hors ce cas particulier, le taux d'ensemble s'établit à 4%, en ligne avec la tendance au recul perceptible depuis plusieurs années.

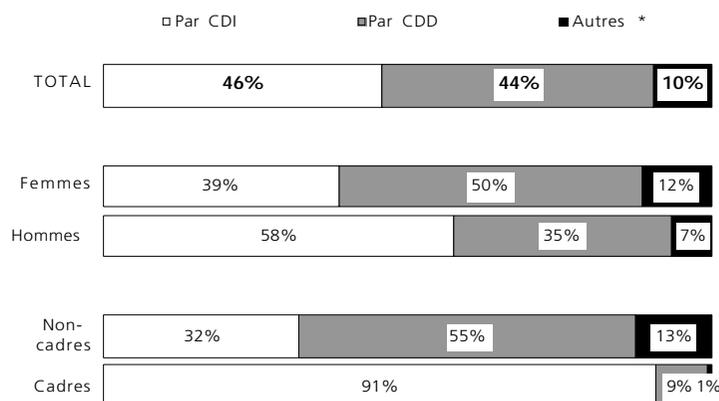
La structure des entrées et des sorties en 2000

Structure des sorties en 2001 (CDI seuls)



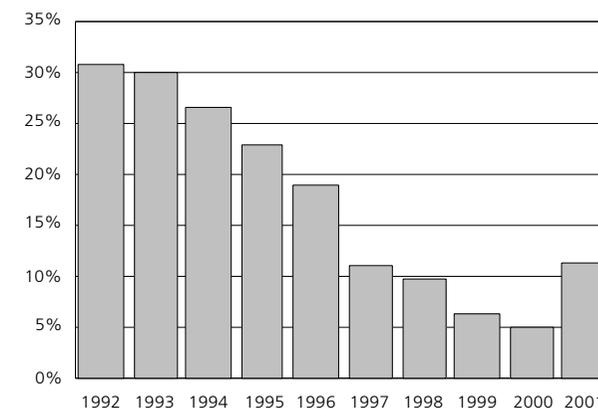
* Décès, mutations intra-groupes (hors secteur ASF), ...

Structure des entrées en 2001



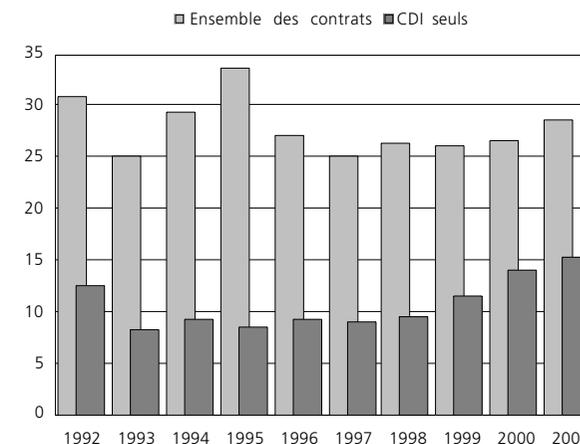
* Dont, notamment, salariés titulaires d'un contrat de travail temporaire.

Part des licenciements pour motifs économiques*



* En % du total des départs CDI.

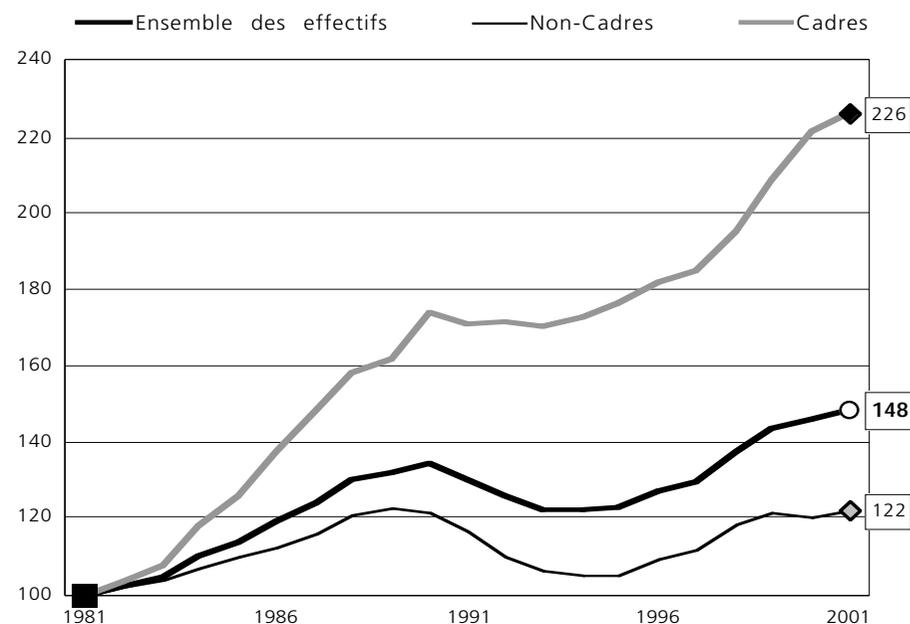
Taux de rotation des effectifs



2.2. - L'évolution des effectifs sur longue période

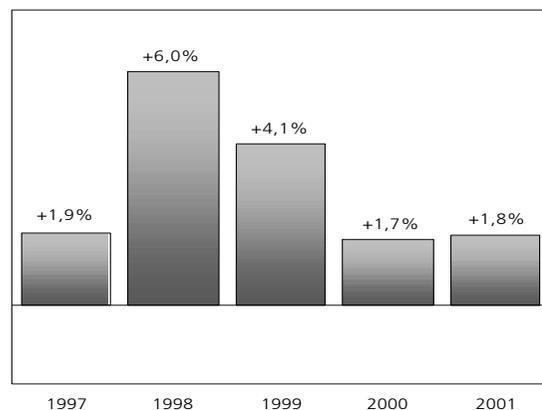
- Sur les **vingt dernières années**, l'effectif de la profession aura progressé globalement de **+48%**, résultat de seize années de hausse (dont six avec un taux de croissance supérieur à 4%) qui ont plus que compensé la période de recul des années 1991 / 1994. **En moyenne sur la période, le taux annuel de croissance est de +2%**.
- Sur une base **100 en 1981**, l'effectif des **salariés non-cadres** s'inscrit à **122 en 2001**. Après le sévère repli des années 1990 / 1995 et la légère baisse enregistrée en 2000, il retrouve environ son niveau de 1989. Sur la période considérée, le **taux moyen annuel de croissance** demeure positif, à **+1%**.
- Sur la même base **100 en 1981**, l'effectif des **salariés cadres** atteint **226 en 2001**. Seules deux années auront marqué une légère contraction (1991 et 1993). Sur la période, le **taux moyen annuel de croissance** atteint **+4,2%**.

Evolution des effectifs des sociétés financières
(Base 100 en 1981)

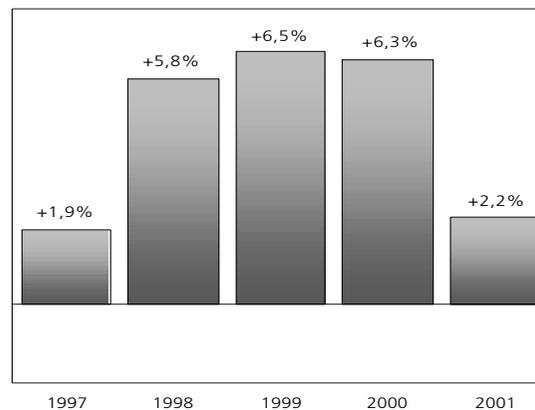


L'évolution récente : taux annuels de variation au cours des cinq dernières années

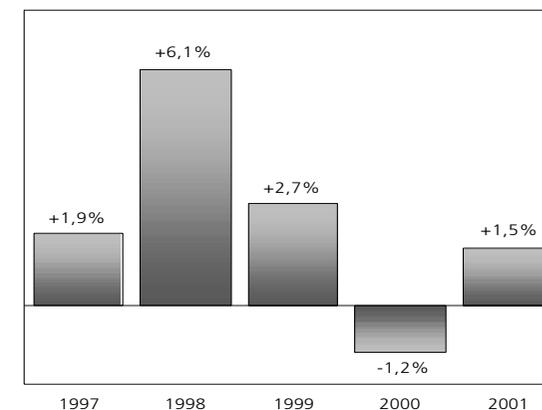
1. Ensemble de l'effectif



2. Salariés cadres



3. Salariés non-cadres



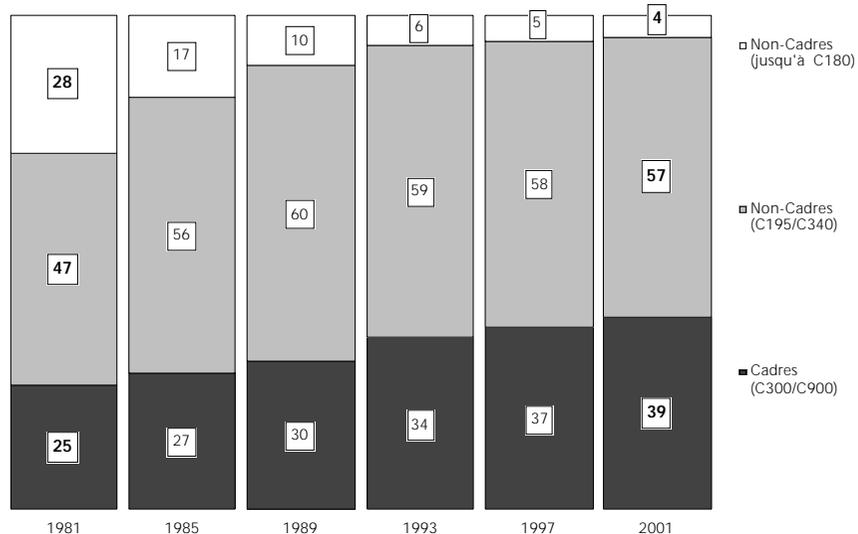
L'évolution de la qualification d'ensemble du personnel

On note un **accroissement régulier de la qualification d'ensemble du personnel**.

- De 1981 à 2001, la **proportion de cadres** dans l'effectif total est passée **de 25% à 39%**.
- De 1982 à 2001, au sein de la catégorie des non-cadres, la part de l'effectif du **personnel d'exécution** (jusqu'au coefficient 180 compris) dans la population totale des non-cadres a été divisée par près de 5, passant **de 32% à 7%** (et de 24% à 4,5% de l'effectif total, toutes catégories confondues), tandis que celle du personnel qualifié et très qualifié (coefficient 195 à 340) s'élevait de 68% à 93% du même personnel non-cadre (et de 50% à 57% de l'ensemble du personnel).
- Les partenaires sociaux ont pris acte de cette évolution en **adaptant la grille de classification** de la convention collective : ainsi, les deux premiers coefficients hiérarchiques (120 et 135) ont été supprimés (respectivement par les accords du 30 décembre 1994 et du 17 juillet 2001) et deux nouveaux coefficients ont été créés pour la population cadre (360 et 625) par l'accord du 30 décembre 1994.

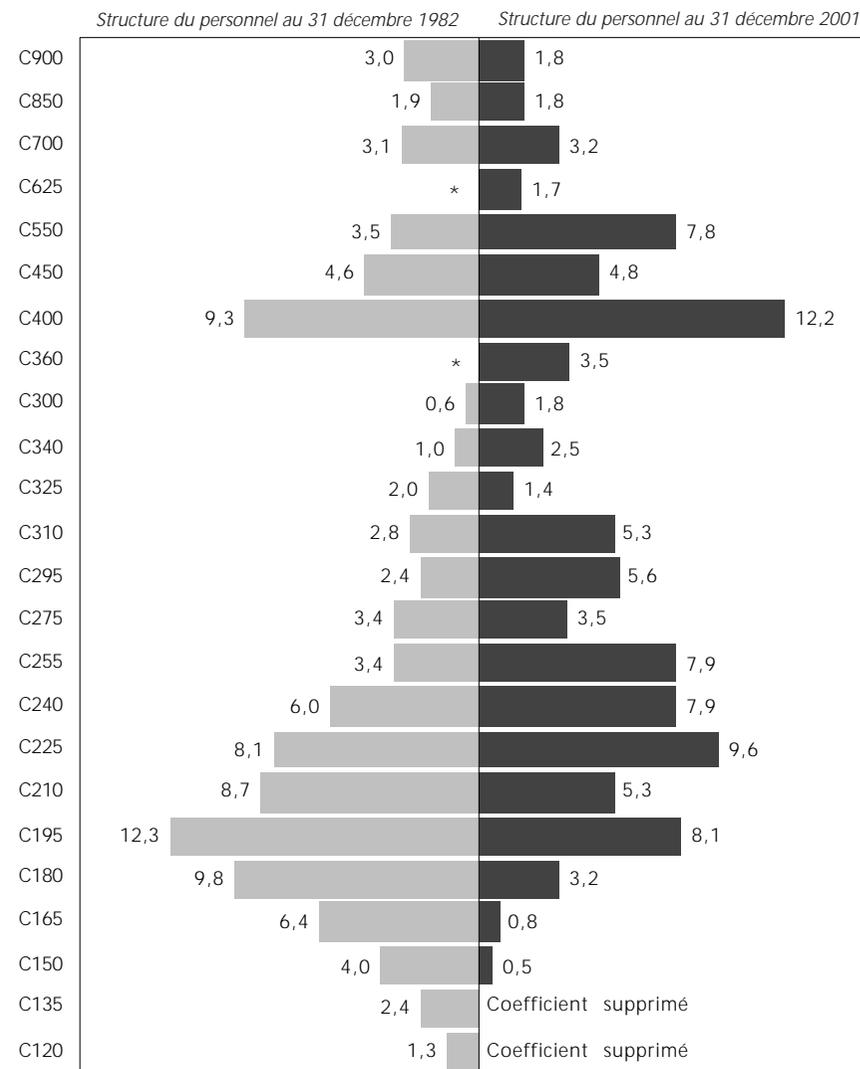
Evolution de la qualification des salariés de 1981 à 2001

(en % de l'effectif total)



Evolution de la structure des effectifs de 1982 à 2001

(en % de l'effectif total, par coefficients hiérarchiques de la convention collective)



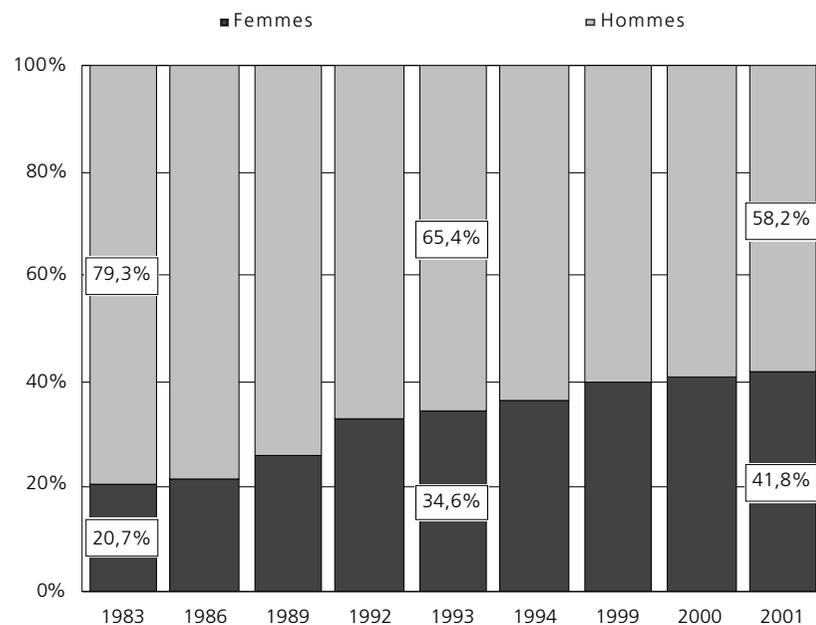
* Ces deux coefficients n'existaient pas en 1982.

L'évolution de la qualification du personnel féminin

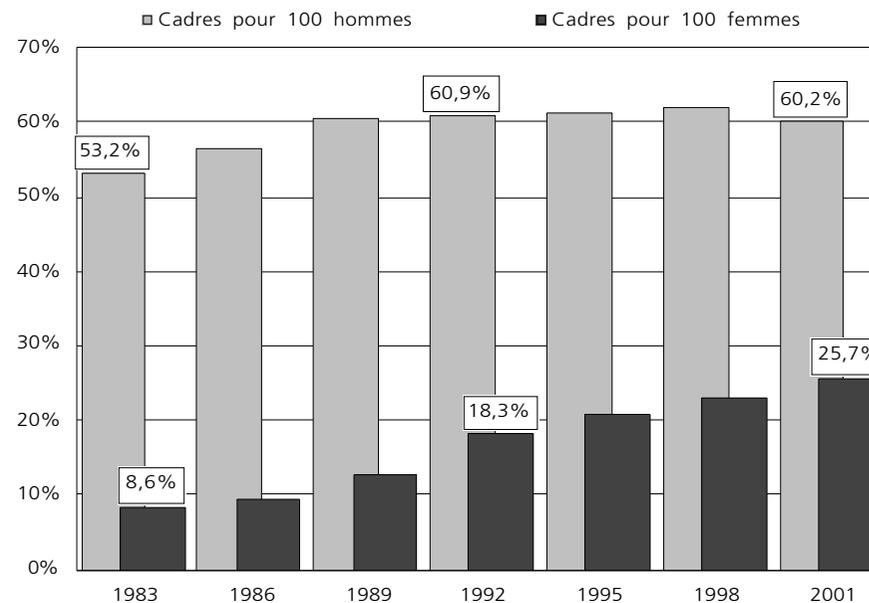
Plusieurs signes révélateurs de l'accroissement très sensible de la qualification du personnel féminin au cours des dernières années :

- la part des femmes dans la population cadre a doublé de 1983 à 2001, passant de 21% à 42% ;
- si la proportion de cadres chez les salariés hommes n'a progressé au cours de ces mêmes années que de 53,2% à 62,1% et tend depuis une dizaine d'années à se stabiliser autour de 60%, elle a en revanche quasiment triplé chez les femmes, passant de 8,6% à 25,7%.

Evolution de la part des hommes et des femmes dans la population cadre
(en % de l'effectif total de la population cadre)



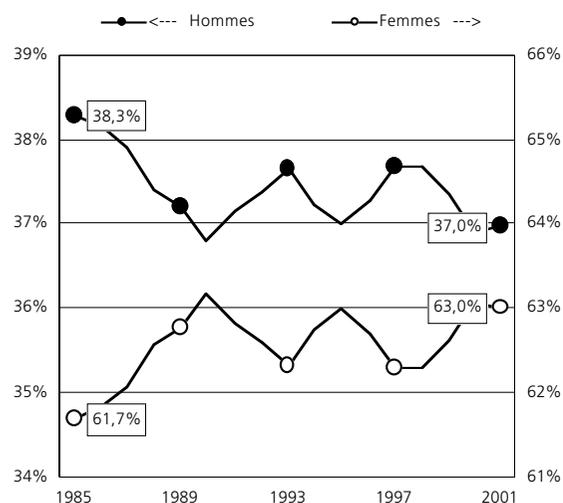
Evolution de la part des cadres dans les populations masculine et féminine
(en % de l'effectif total de la population de chaque sexe)



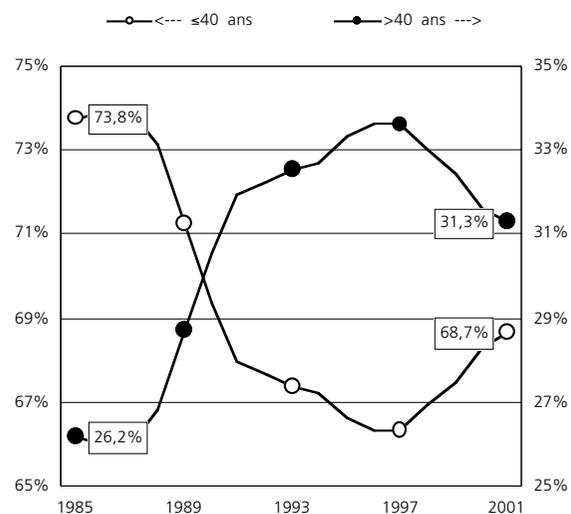
L'évolution de la structure du personnel selon le sexe, l'âge et l'ancienneté

- L'évolution de la **structure selon le sexe** fait toujours apparaître une grande **stabilité** de la part respective des hommes et des femmes (respectivement, de 38% et 62% en moyenne au cours des vingt dernières années), avec cependant une légère tendance à une féminisation accrue.
- L'évolution de la **structure selon l'âge** montre un **vieillissement de la population** : les salariés âgés de plus de 40 ans, qui constituaient 26% de l'effectif dans les années 1982-1985, en composent 32% en 1998-2000. On notera cependant une certaine inflexion depuis cinq ans, la part des salariés de moins de 40 ans passant au cours de cette période de 66% à 68%.
- L'évolution de la **structure selon l'ancienneté** : on note une confirmation de la **baisse de l'ancienneté**, la part des salariés en place dans l'entreprise depuis plus de dix ans s'établissant en moyenne sur les trois dernières années à 33% de l'effectif total, après une pointe à 41% en 1988-1990.

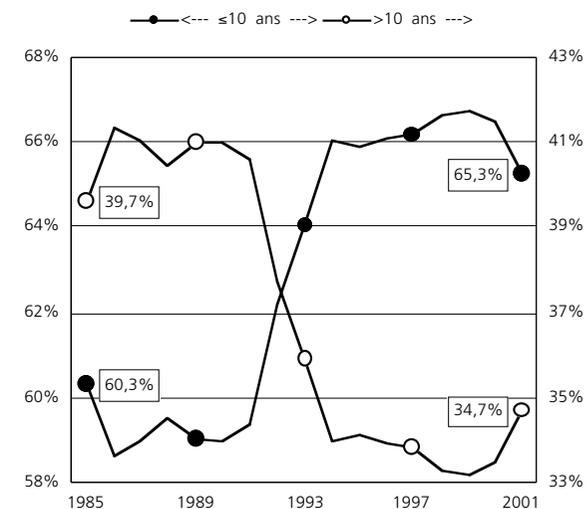
Evolution de la structure selon le sexe*



Evolution de la structure selon l'âge*



Evolution de la structure selon l'ancienneté*



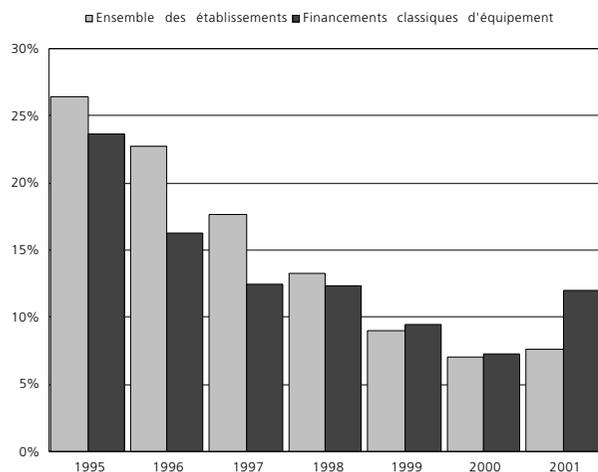
* En % de l'effectif total. Moyennes mobiles sur trois ans.

2.3. - Quelques grandes tendances* récentes d'évolution par type d'activité dominante

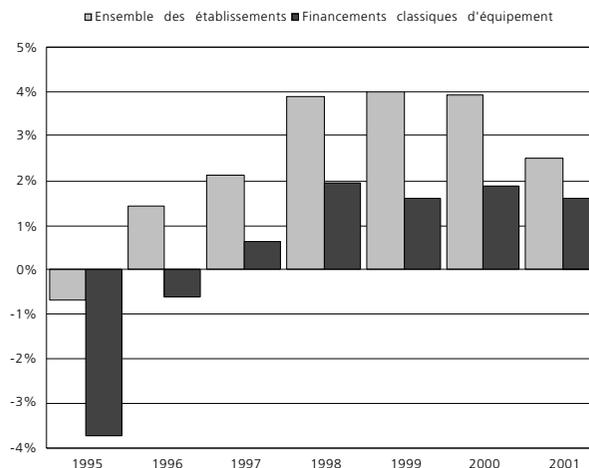
2.3.1. - Les établissements spécialisés dans les **financements classiques d'équipement** pour les particuliers et les entreprises

- Etablissements parmi les plus importants en termes d'effectifs : 230 salariés en moyenne sur les dix dernières années sur la base d'un effectif moyen de 100 pour l'ensemble de la profession.
- Un taux annuel moyen de croissance des effectifs toujours moins rapide que la moyenne d'ensemble, mais une accélération sensible pour les seuls CDI au cours des deux dernières années.
- Une proportion de licenciements économiques plus faible que la moyenne d'ensemble puis à l'inverse, au cours des trois dernières années, une tendance moins favorable, particulièrement marquée en 2001, année atypique où un établissement de la catégorie sous revue regroupe à lui seul une proportion très importante des licenciements pour raisons économiques de l'ensemble de la profession.
- Un taux d'encadrement en hausse continue, désormais supérieur à la moyenne d'ensemble depuis trois ans.
- Une progression continue de la proportion de CDD qui aboutit en 2001 à un taux légèrement supérieur à la moyenne d'ensemble.

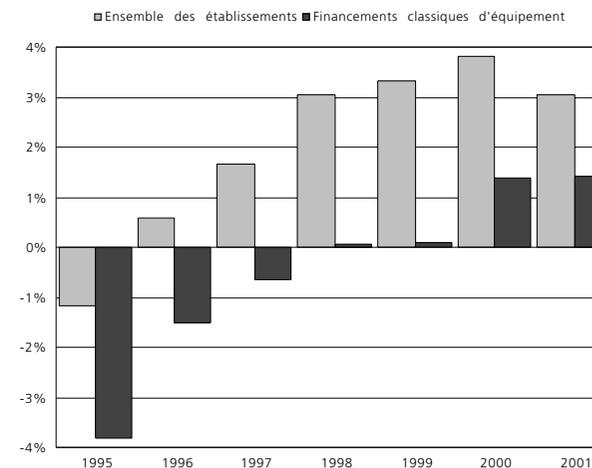
Evolution de la part des licenciements économiques (en % des fins de CDI)



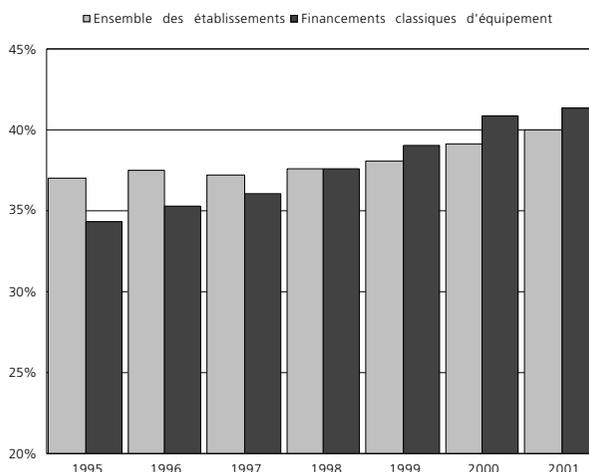
Evolution du taux annuel de croissance des effectifs T1 (T1 : tous contrats confondus)



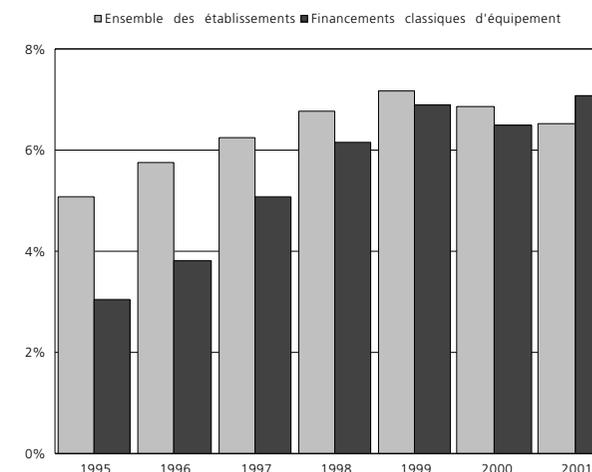
Evolution du taux annuel de croissance des effectifs T2 (T2 : CDI seuls)



Evolution du taux d'encadrement (part des cadres en % de l'effectif total)



Evolution de la part des CDD (en % de l'effectif total)



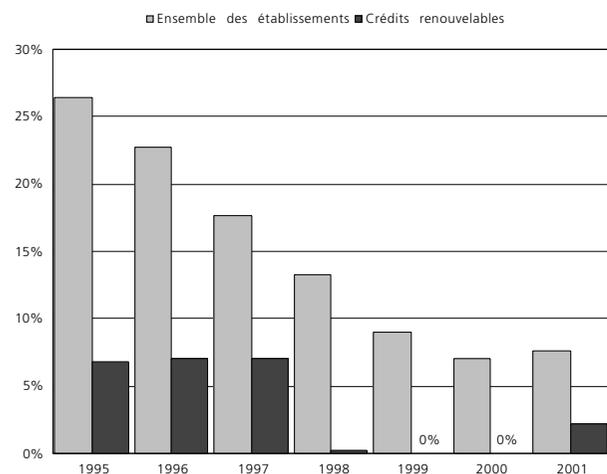
* 5 indicateurs ont été retenus (taux annuel d'évolution des effectifs - tous contrats confondus et CDI seuls -, part des licenciements économiques dans les fins de CDI, taux d'encadrement, évolution de la part des CDD), pour chacune des 7 grandes catégories d'établissements (financements classiques d'équipement, crédits renouvelables, maisons de titres et divers, affacturation, financement immobilier, crédit-bail mobilier et crédit-bail immobilier), chacune de celles-ci étant comparée à la moyenne d'ensemble. Il s'agit d'indications en termes de tendance : les données graphiques sont des moyennes mobiles sur 3 ans.

Quelques grandes tendances* récentes d'évolution par type d'activité dominante

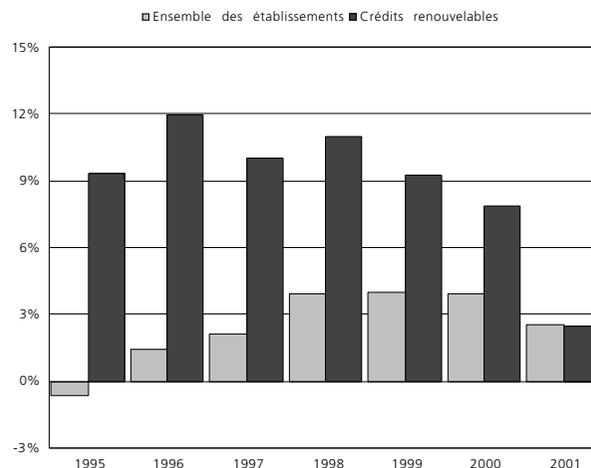
2.3.2. - Les établissements spécialisés dans le financement de l'équipement des particuliers par **crédits renouvelables**

- Etablissements les plus importants en termes d'effectifs : 922 salariés en moyenne sur les dix dernières années sur la base d'un effectif moyen de 100 pour l'ensemble de la profession.
- Un taux annuel moyen de croissance des effectifs (tous contrats confondus) qui, après avoir été toujours très nettement plus élevé que la moyenne d'ensemble, ralentit ensemble et rejoint celle-ci en 2001. On constate la même décélération pour les seuls CDI, mais la croissance demeure cependant plus rapide que la moyenne d'ensemble.
- Une proportion de licenciements économiques très faible, mais un ressaut en 2001.
- Un taux d'encadrement en hausse continue, mais sensiblement inférieur à la moyenne d'ensemble.
- Un recul de la proportion de CDD qui demeure cependant largement supérieure à la moyenne d'ensemble.

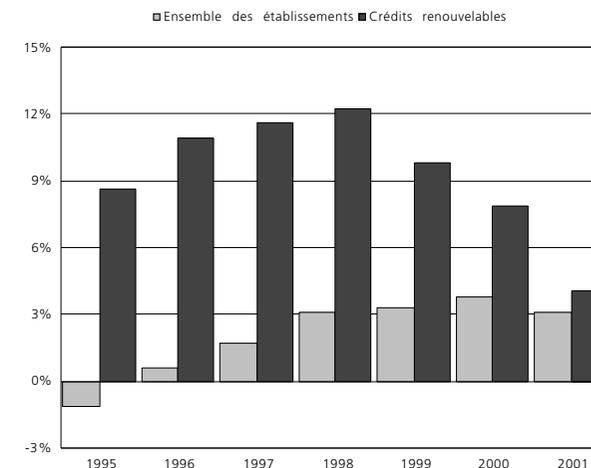
Evolution de la part des licenciements économiques (en % des fins de CDI)



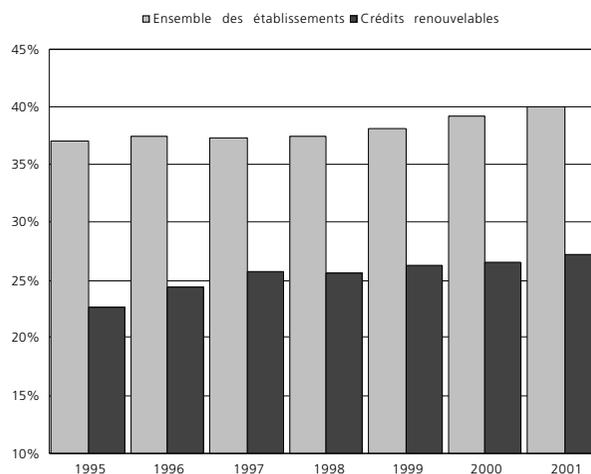
Evolution du taux annuel de croissance des effectifs T1 (T1 : tous contrats confondus)



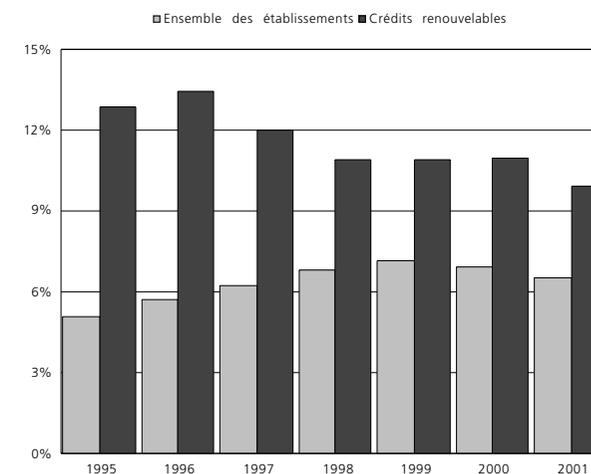
Evolution du taux annuel de croissance des effectifs T2 (T2 : CDI seuls)



Evolution du taux d'encadrement (part des cadres en % de l'effectif total)



Evolution de la part des CDD (en % de l'effectif total)



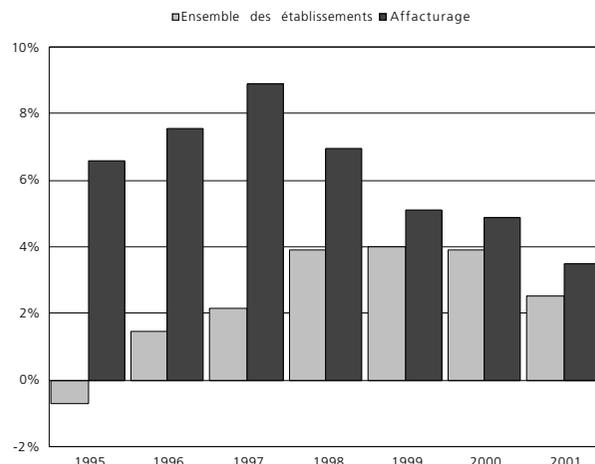
* 5 indicateurs ont été retenus (taux annuel d'évolution des effectifs - tous contrats confondus et CDI seuls -, part des licenciements économiques dans les fins de CDI, taux d'encadrement, évolution de la part des CDD), pour chacune des 7 grandes catégories d'établissements (financements classiques d'équipement, crédits renouvelables, maisons de titres et divers, affacturage, financement immobilier, crédit-bail mobilier et crédit-bail immobilier), chacune de celles-ci étant comparée à la moyenne d'ensemble. Il s'agit d'indications en termes de tendance : les données graphiques sont des moyennes mobiles sur 3 ans.

Quelques grandes tendances* récentes d'évolution par type d'activité dominante

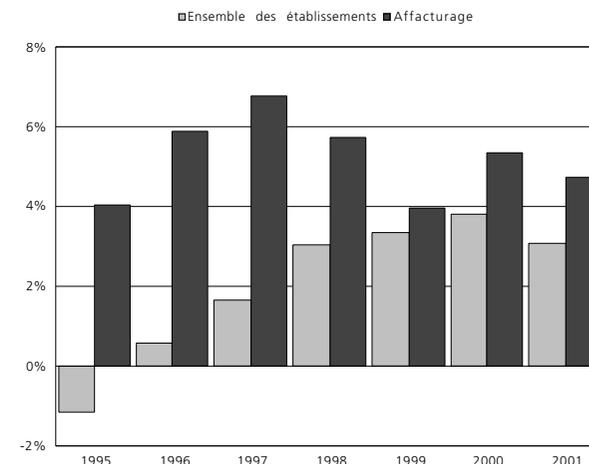
2.3.3. - Les établissements spécialisés dans les opérations d'affacturage

- Etablissements de taille importante en termes d'effectifs : 185 salariés en moyenne sur les dix dernières années sur la base d'un effectif moyen de 100 pour l'ensemble de la profession.
- Un taux annuel moyen de croissance des effectifs toujours nettement plus élevé que la moyenne d'ensemble malgré un certain ralentissement au cours des trois dernières années.
- La part des licenciements économiques demeure stable à très bas niveau.
- Un taux d'encadrement en hausse, mais légèrement inférieur à la moyenne d'ensemble.
- Une proportion de CDD un peu inférieure à la moyenne d'ensemble.

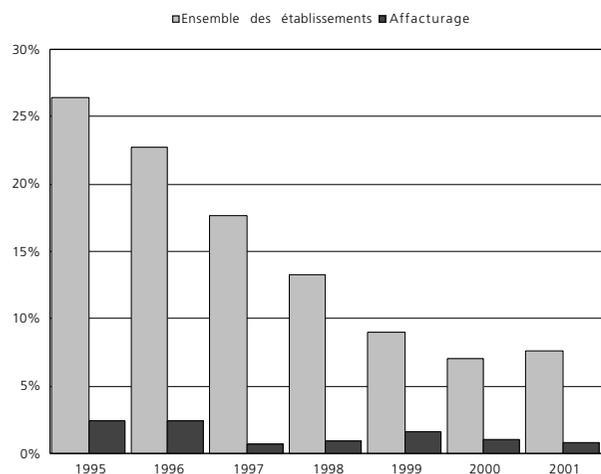
Evolution du taux annuel de croissance des effectifs T1
(T1 : tous contrats confondus)



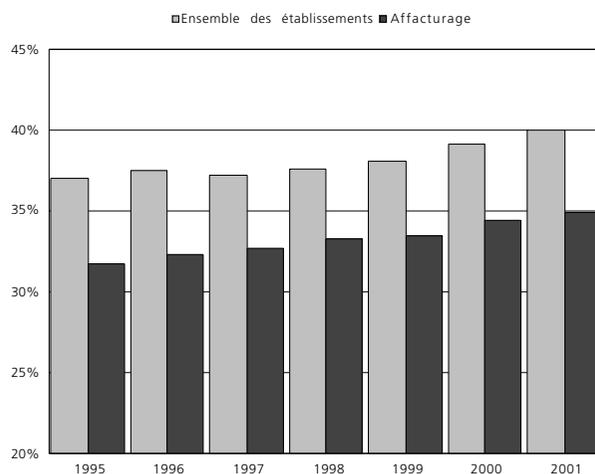
Evolution du taux annuel de croissance des effectifs T2
(T2 : CDI seuls)



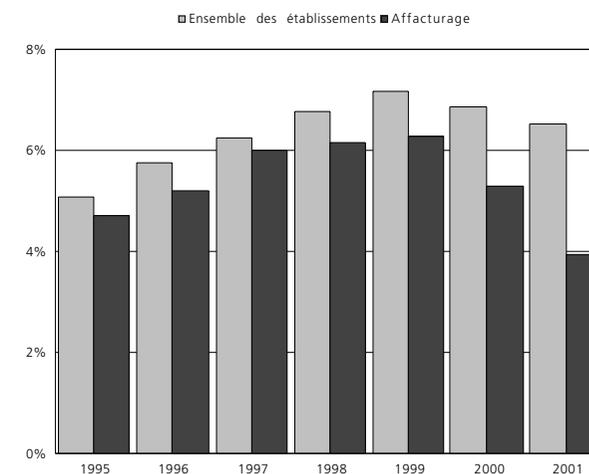
Evolution de la part des licenciements économiques
(en % des fins de CDI)



Evolution du taux d'encadrement
(part des cadres en % de l'effectif total)



Evolution de la part des CDD
(en % de l'effectif total)



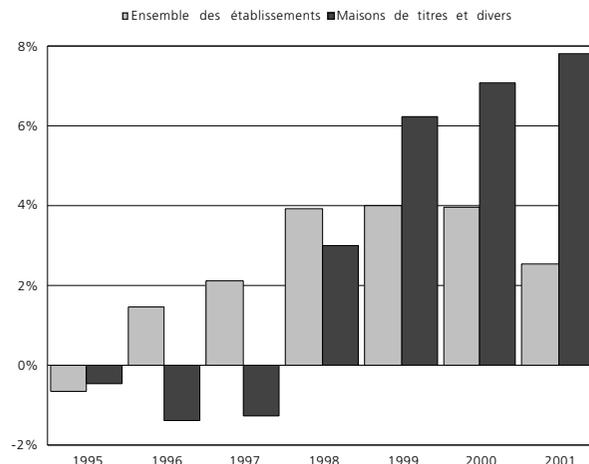
* 5 indicateurs ont été retenus (taux annuel d'évolution des effectifs - tous contrats confondus et CDI seuls -, part des licenciements économiques dans les fins de CDI, taux d'encadrement, évolution de la part des CDD), pour chacune des 7 grandes catégories d'établissements (financements classiques d'équipement, crédits renouvelables, maisons de titres et divers, affacturage, financement immobilier, crédit-bail mobilier et crédit-bail immobilier), chacune de celles-ci étant comparée à la moyenne d'ensemble. Il s'agit d'indications en termes de tendance : les données graphiques sont des moyennes mobiles sur 3 ans.

Quelques grandes tendances* récentes d'évolution par type d'activité dominante

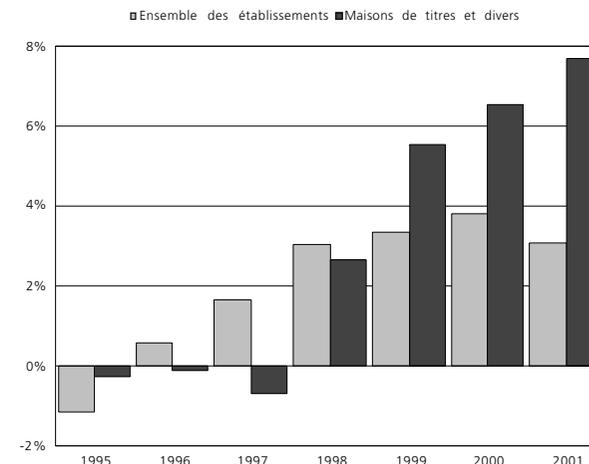
2.3.4. - Les **Maisons de titres et établissements spécialisés dans les activités diverses**

- Etablissements de très petite taille en termes d'effectifs : 27 salariés en moyenne sur les dix dernières années sur la base d'un effectif moyen de 100 pour l'ensemble de la profession.
- Un taux annuel moyen de croissance des effectifs particulièrement vigoureux dans les dernières années, quel que soit le type de contrat.
- Une proportion de licenciements économiques en recul mais le plus souvent légèrement supérieure à la moyenne d'ensemble.
- Un taux d'encadrement nettement supérieur à la moyenne d'ensemble, en hausse sensible les deux dernières années.
- Une proportion de CDD assez stable et nettement inférieure à la moyenne d'ensemble.

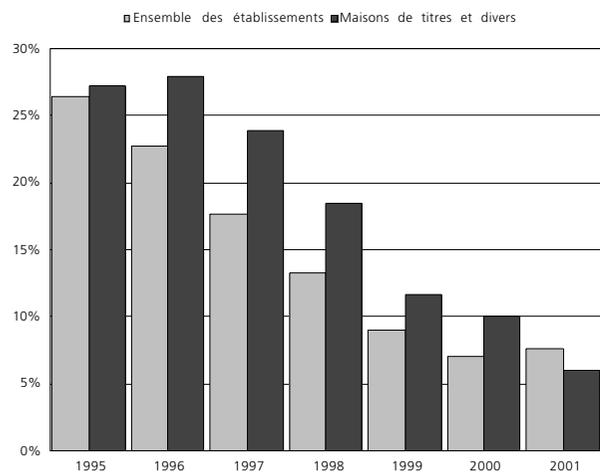
Evolution du taux annuel de croissance des effectifs T1
(T1 : tous contrats confondus)



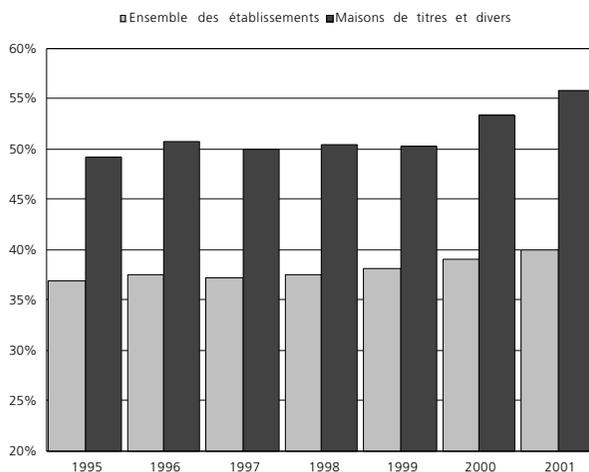
Evolution du taux annuel de croissance des effectifs T2
(T2 : CDI seuls)



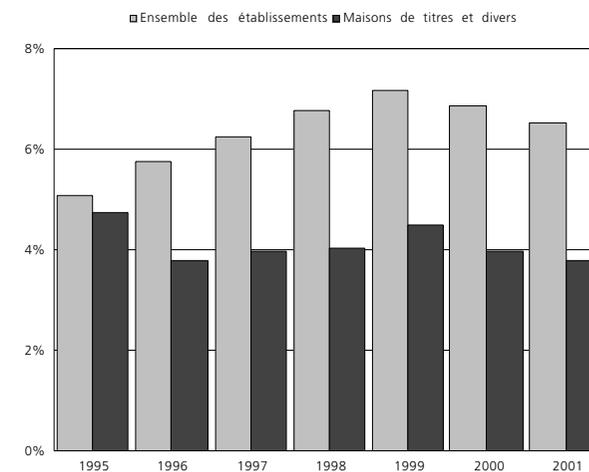
Evolution de la part des licenciements économiques
(en % des fins de CDI)



Evolution du taux d'encadrement
(part des cadres en % de l'effectif total)



Evolution de la part des CDD
(en % de l'effectif total)



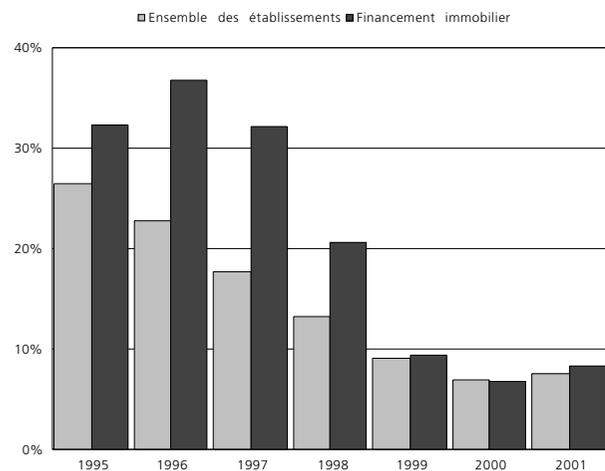
* 5 indicateurs ont été retenus (taux annuel d'évolution des effectifs - tous contrats confondus et CDI seuls -, part des licenciements économiques dans les fins de CDI, taux d'encadrement, évolution de la part des CDD), pour chacune des 7 grandes catégories d'établissements (financements classiques d'équipement, crédits renouvelables, maisons de titres et divers, affacturation, financement immobilier, crédit-bail mobilier et crédit-bail immobilier), chacune de celles-ci étant comparée à la moyenne d'ensemble. Il s'agit d'indications en termes de tendance : les données graphiques sont des moyennes mobiles sur 3 ans.

Quelques grandes tendances* récentes d'évolution par type d'activité dominante

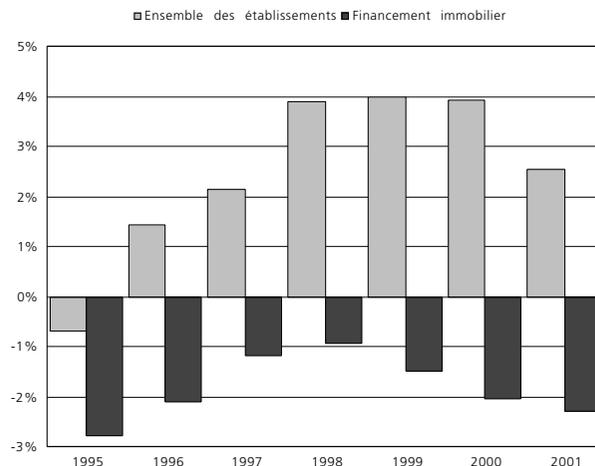
2.3.5. - Les établissements spécialisés dans le **financement immobilier**

- Etablissements de taille relativement importante en termes d'effectifs : 158 salariés en moyenne sur les dix dernières années sur la base d'un effectif moyen de 100 pour l'ensemble de la profession.
- Une évolution des effectifs particulièrement peu favorable, en baisse continue sur toute la période, quel que soit le type de contrat considéré.
- Une proportion de licenciements économiques en recul, mais presque toujours supérieure à la moyenne d'ensemble pendant la plus grande partie de la période.
- Un taux d'encadrement en léger recul - c'est la seule catégorie où ce phénomène apparaît - mais toujours supérieur à la moyenne d'ensemble.
- Une proportion de CDD inférieure à la moyenne d'ensemble et en baisse sensible sur les trois dernières années.

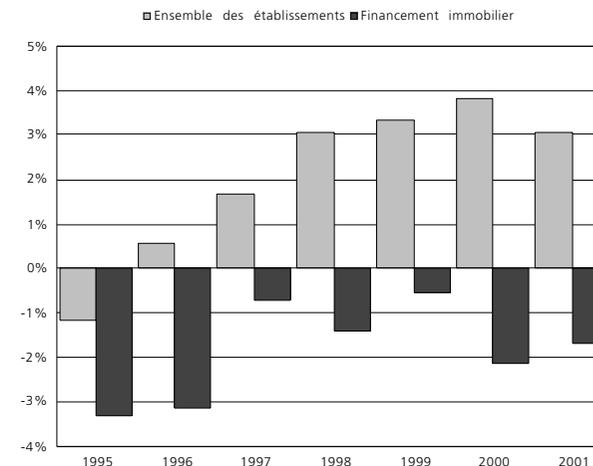
Evolution de la part des licenciements économiques
(en % des fins de CDI)



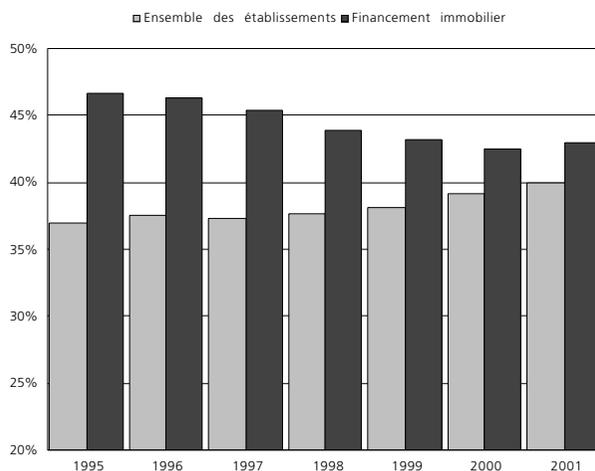
Evolution du taux annuel de croissance des effectifs T1
(T1 : tous contrats confondus)



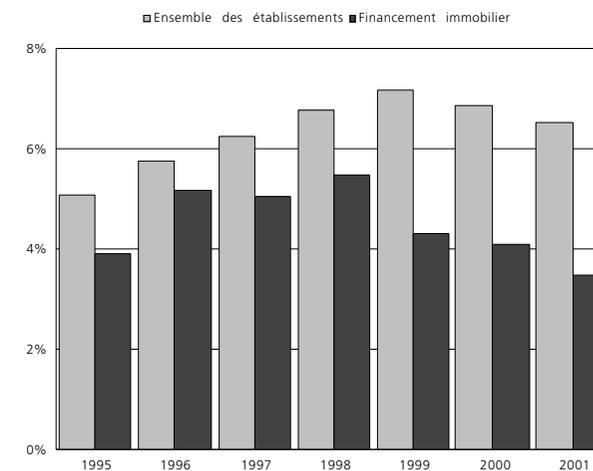
Evolution du taux annuel de croissance des effectifs T2
(T2 : CDI seuls)



Evolution du taux d'encadrement
(part des cadres en % de l'effectif total)



Evolution de la part des CDD
(en % de l'effectif total)



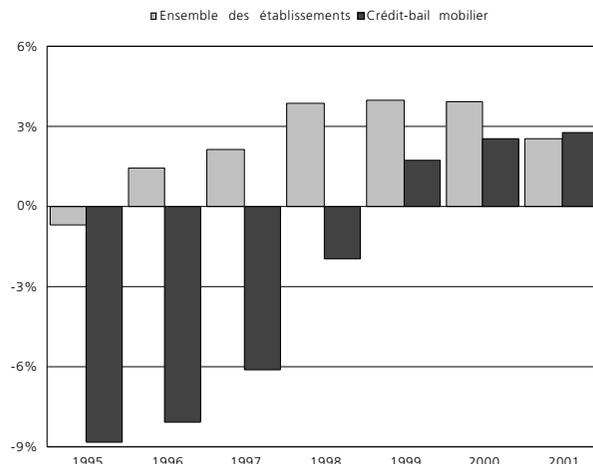
* 5 indicateurs ont été retenus (taux annuel d'évolution des effectifs - tous contrats confondus et CDI seuls -, part des licenciements économiques dans les fins de CDI, taux d'encadrement, évolution de la part des CDD), pour chacune des 7 grandes catégories d'établissements (financements classiques d'équipement, crédits renouvelables, maisons de titres et divers, affacturage, financement immobilier, crédit-bail mobilier et crédit-bail immobilier), chacune de celles-ci étant comparée à la moyenne d'ensemble. Il s'agit d'indications en termes de tendance : les données graphiques sont des moyennes mobiles sur 3 ans.

Quelques grandes tendances* récentes d'évolution par type d'activité dominante

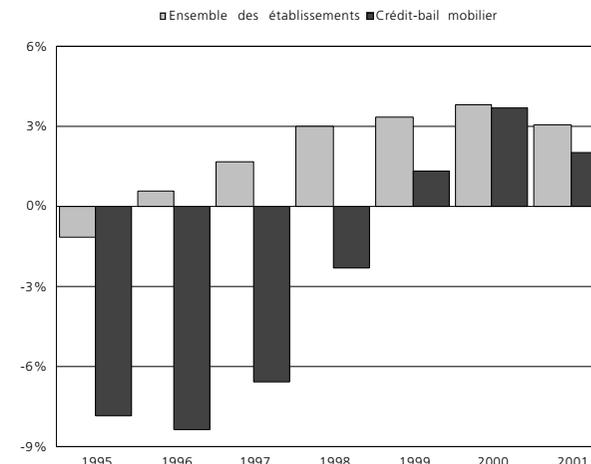
2.3.6. - Les établissements spécialisés dans le **crédit-bail mobilier**

- Etablissements de petite taille en termes d'effectifs : 64 salariés en moyenne sur les dix dernières années sur la base d'un effectif moyen de 100 pour l'ensemble de la profession.
- Après plusieurs années de fort recul, l'évolution des effectifs redevient plus favorable, quel que soit le type de contrat.
- Encore le plus fort taux de licenciements économiques - très supérieur à la moyenne d'ensemble pendant toute la période - malgré un recul spectaculaire (-34 points).
- Un taux d'encadrement en hausse continue (+21 points sur l'ensemble de la période), très sensiblement supérieur à la moyenne d'ensemble depuis quelques années.
- Une proportion de CDD en hausse mais toujours inférieure à la moyenne d'ensemble.

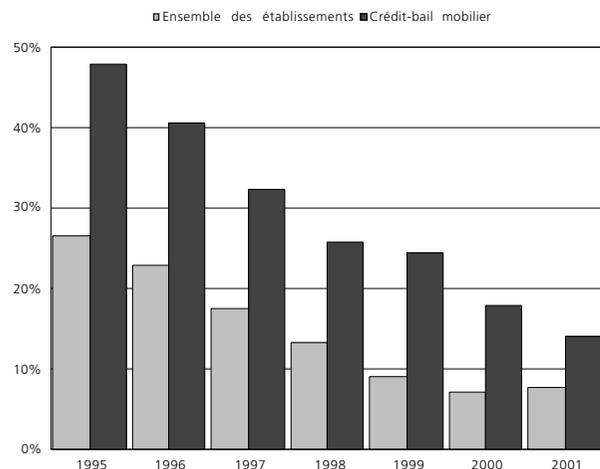
Evolution du taux annuel de croissance des effectifs T1
(T1 : tous contrats confondus)



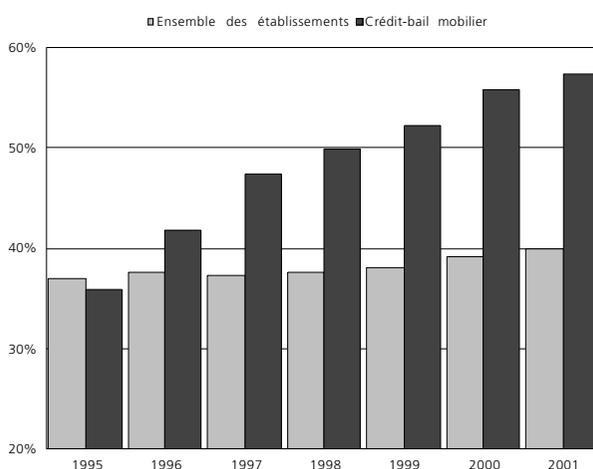
Evolution du taux annuel de croissance des effectifs T2
(T2 : CDI seuls)



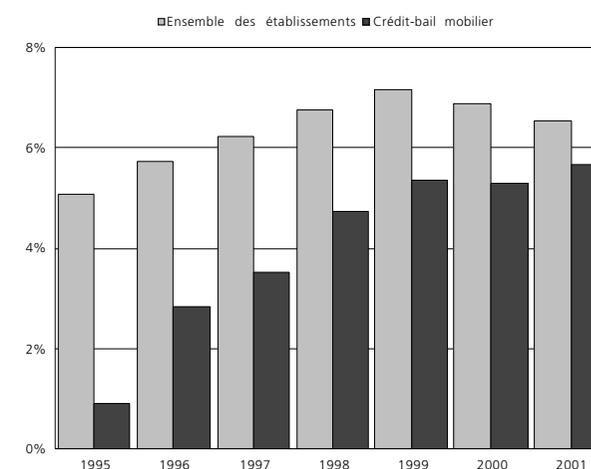
Evolution de la part des licenciements économiques
(en % des fins de CDI)



Evolution du taux d'encadrement
(part des cadres en % de l'effectif total)



Evolution de la part des CDD
(en % de l'effectif total)



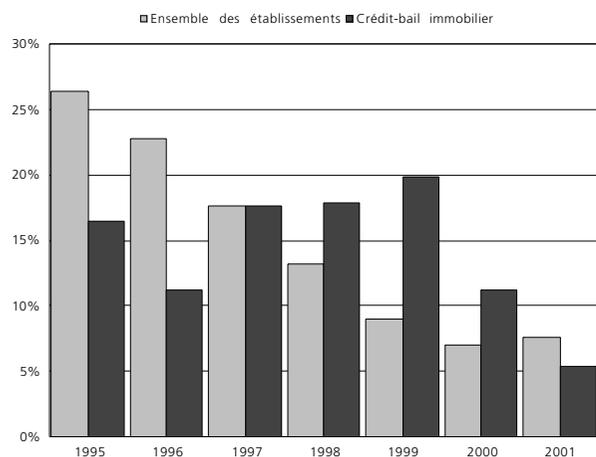
* 5 indicateurs ont été retenus (taux annuel d'évolution des effectifs - tous contrats confondus et CDI seuls -, part des licenciements économiques dans les fins de CDI, taux d'encadrement, évolution de la part des CDD), pour chacune des 7 grandes catégories d'établissements (financements classiques d'équipement, crédits renouvelables, maisons de titres et divers, affacturage, financement immobilier, crédit-bail mobilier et crédit-bail immobilier), chacune de celles-ci étant comparée à la moyenne d'ensemble. Il s'agit d'indications en termes de tendance : les données graphiques sont des moyennes mobiles sur 3 ans.

Quelques grandes tendances* récentes d'évolution par type d'activité dominante

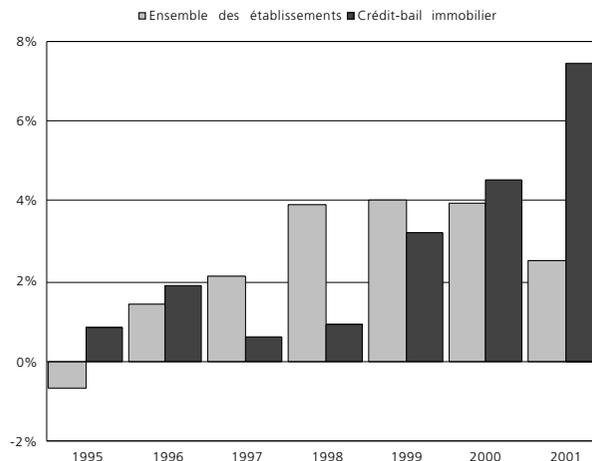
2.3.7. - Les établissements spécialisés dans le **crédit-bail immobilier**

- Ce sont les établissements de plus petite taille en termes d'effectifs : 16 salariés en moyenne sur les dix dernières années sur la base d'un effectif moyen de 100 pour l'ensemble de la profession.
- Après un net ralentissement, l'évolution des effectifs redevient plus favorable que la moyenne d'ensemble.
- Une forte baisse des licenciements économiques au cours des deux dernières années.
- Le taux d'encadrement le plus élevé de toutes les catégories d'établissements.
- Une proportion de CDD toujours très nettement inférieure à la moyenne d'ensemble.

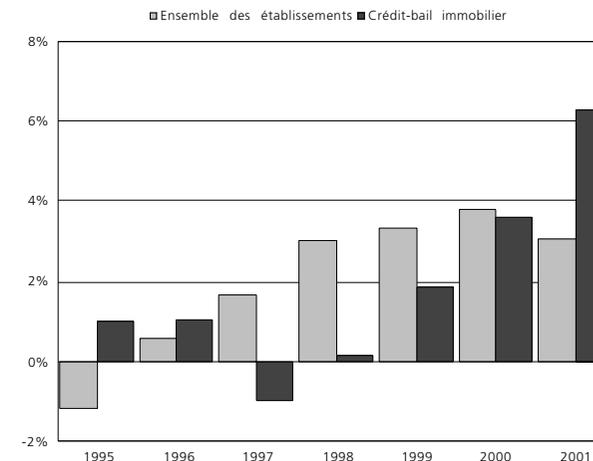
Evolution de la part des licenciements économiques
(en % des fins de CDI)



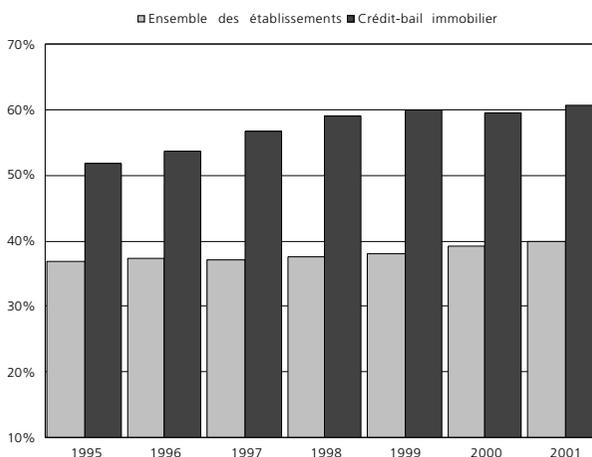
Evolution du taux annuel de croissance des effectifs T1
(T1 : tous contrats confondus)



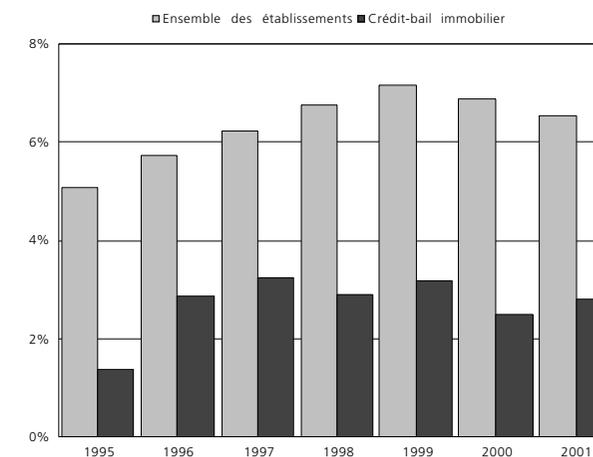
Evolution du taux annuel de croissance des effectifs T2
(T2 : CDI seuls)



Evolution du taux d'encadrement
(part des cadres en % de l'effectif total)



Evolution de la part des CDD
(en % de l'effectif total)



* 5 indicateurs ont été retenus (taux annuel d'évolution des effectifs - tous contrats confondus et CDI seuls -, part des licenciements économiques dans les fins de CDI, taux d'encadrement, évolution de la part des CDD), pour chacune des 7 grandes catégories d'établissements (financements classiques d'équipement, crédits renouvelables, maisons de titres et divers, affacturation, financement immobilier, crédit-bail mobilier et crédit-bail immobilier), chacune de celles-ci étant comparée à la moyenne d'ensemble. Il s'agit d'indications en termes de tendance : les données graphiques sont des moyennes mobiles sur 3 ans.

3 - L'état des salaires réels

3.1. - Les salaires réels au 1er janvier 2002

(salaires annuels, hors prime d'ancienneté)

Données de base par coefficients hiérarchiques et par sexes

(données établies sur la base d'un échantillon de 29 établissements regroupant 51% de l'effectif total de la profession)

Montants en Euros (€)		Ensemble du personnel					Personnel masculin seul					Personnel féminin seul				
		Nombre de salariés par coefficient	Salaire médian	Salaire moyen pondéré (1)	Salaire moyen pondéré du 1er décile (2)	Salaire moyen pondéré du 10ème décile (3)	Nombre de salariés par coefficient	Salaire médian	Salaire moyen pondéré (1)	Salaire moyen pondéré du 1er décile (2)	Salaire moyen pondéré du 10ème décile (3)	Nombre de salariées par coefficient	Salaire médian	Salaire moyen pondéré (1)	Salaire moyen pondéré du 1er décile (2)	Salaire moyen pondéré du 10ème décile (3)
N o n - c a d r e s	C 150	70	15 757	17 867	14 424	24 080	14	19 126	19 419	*	*	56	15 757	17 537	14 424	24 080
	C 165	90	15 162	15 973	14 517	17 738	24	15 757	16 908	14 517	21 702	66	15 162	15 632	14 517	17 342
	C 180	386	15 955	17 010	15 757	20 215	78	15 955	17 086	15 757	20 810	308	15 955	16 994	15 757	20 215
	C 195	975	16 946	17 849	14 815	21 702	260	16 946	18 130	14 815	21 999	715	16 747	17 751	14 815	21 702
	C 210	644	19 943	19 882	16 549	23 485	169	21 107	20 626	16 946	23 783	475	19 720	19 631	15 955	23 485
	C 225	1163	18 333	19 274	17 342	23 188	255	18 531	19 820	17 342	24 080	908	18 333	19 122	17 342	22 891
	C 240	952	20 513	21 094	18 135	25 269	220	20 810	21 472	18 135	26 161	732	20 215	20 994	18 135	25 269
	C 255	953	21 404	22 140	19 126	26 458	192	22 594	23 034	19 324	26 755	761	21 404	21 912	18 927	26 458
	C 275	426	24 377	23 949	19 943	27 647	97	25 864	24 640	19 943	28 242	329	24 080	23 692	19 943	27 350
	C 295	682	24 972	24 609	19 720	28 836	144	24 972	24 765	20 810	28 242	538	24 972	24 568	19 522	29 134
C a d r e s	C 310	225	28 539	28 740	23 485	33 692	120	29 431	29 522	23 783	35 178	105	27 945	28 022	23 188	32 701
	C 325	645	25 269	25 688	20 513	31 215	192	24 377	25 237	20 513	31 215	453	25 566	25 881	20 513	31 710
	C 340	172	27 945	27 997	21 702	33 692	50	27 647	28 026	21 702	36 169	122	28 242	27 985	21 702	33 197
	C 300	302	25 864	27 155	22 296	34 683	109	27 647	28 533	23 188	36 169	193	25 269	26 386	21 999	33 197
	C 360	428	28 836	30 159	23 485	38 647	192	30 719	31 466	24 675	41 124	236	27 945	29 101	23 485	37 656
	C 400	1475	33 692	34 303	26 161	44 097	744	34 683	35 541	26 161	46 574	731	32 701	33 035	26 161	40 628
	C 450	576	38 151	39 993	30 719	51 033	314	40 628	41 871	33 197	54 006	262	36 665	37 748	29 778	47 565
	C 550	947	44 592	45 717	36 169	55 988	584	45 583	47 346	38 151	58 465	363	42 115	43 077	34 683	52 519
	C 625	200	50 538	52 479	41 124	64 410	115	53 510	55 991	42 610	69 860	85	47 069	47 891	40 133	55 492
	C 700	386	56 979	58 955	47 069	72 338	278	58 960	59 853	47 565	73 824	108	54 006	56 678	47 069	68 374
C 850	216	67 383	71 081	54 997	94 329	176	67 383	71 931	55 988	98 521	40	64 906	66 736	52 519	82 247	
C 900	218	85 944	**	66 392	**	192	85 944	**	66 888	**	26	79 274	**	62 924	**	
		12 131					4 519					7 612				

* Résultats non significatifs, compte tenu de la faiblesse de l'effectif concerné.

** La méthode utilisée ne permet pas de disposer de ces informations.

(1) Pondération par le nombre de salarié(e)s concerné(e)s.

(2) 10% des salarié(e)s les moins rémunéré(e)s du coefficient.

(3) 10% des salarié(e)s les plus rémunéré(e)s du coefficient.

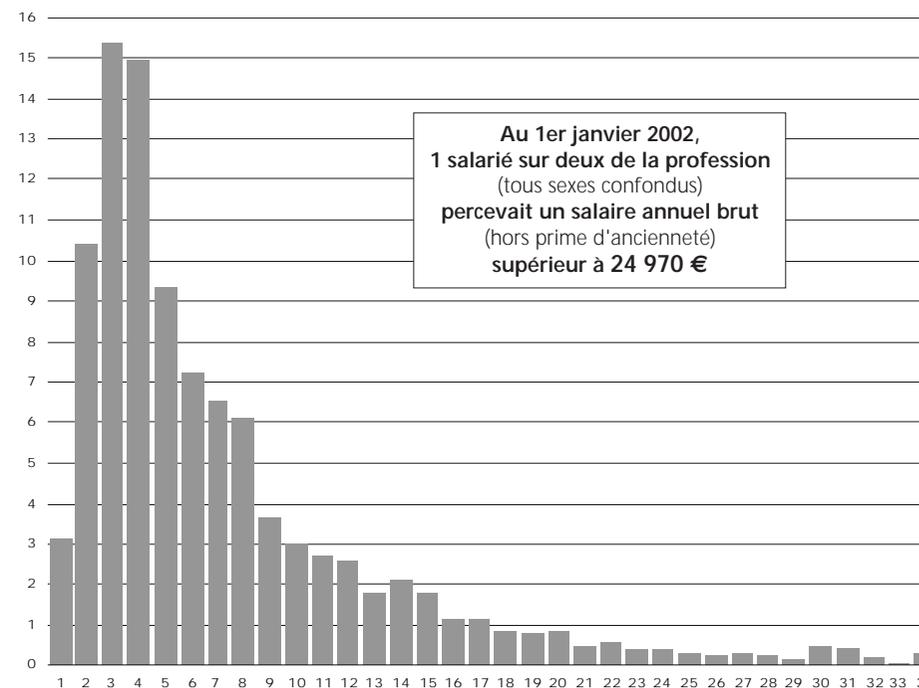
Le profil des salaires réels

Salaires annuels, hors prime d'ancienneté, base janvier 2002, ensemble du personnel (y compris coefficient 900)

Tranches de salaires (montants en €)		Ensemble du personnel		Personnel masculin seul		Personnel féminin seul	
		% du total	% cumulé	% du total	% cumulé	% du total	% cumulé
T1	de 14 406 à 15 458	3,11	3,1	1,69	1,7	3,95	4,0
T2	de 15 459 à 17 837	10,39	13,5	5,82	7,5	13,07	17,0
T3	de 17 838 à 20 363	15,41	28,9	7,90	15,4	19,82	36,8
T4	de 20 364 à 23 336	14,92	43,8	10,94	26,4	17,26	54,1
T5	de 23 337 à 25 714	9,36	53,2	7,24	33,6	10,61	64,7
T6	de 25 715 à 27 795	7,26	60,5	6,76	40,4	7,55	72,3
T7	de 27 796 à 30 471	6,54	67,0	6,08	46,4	6,82	79,1
T8	de 30 472 à 33 939	6,11	73,1	6,60	53,0	5,82	84,9
T9	de 33 940 à 36 416	3,66	76,8	4,48	57,5	3,17	88,1
T10	de 36 417 à 38 398	2,98	79,8	4,39	61,9	2,16	90,2
T11	de 38 399 à 40 875	2,71	82,5	4,23	66,1	1,82	92,0
T12	de 40 876 à 43 353	2,56	85,0	4,04	70,2	1,69	93,7
T13	de 43 354 à 45 335	1,81	86,8	3,08	73,3	1,06	94,8
T14	de 45 336 à 47 812	2,11	88,9	3,70	77,0	1,18	96,0
T15	de 47 813 à 50 289	1,79	90,7	3,15	80,1	0,99	97,0
T16	de 50 290 à 52 271	1,16	91,9	2,22	82,3	0,54	97,5
T17	de 52 272 à 54 748	1,16	93,0	2,15	84,5	0,58	98,1
T18	de 54 749 à 56 730	0,85	93,9	1,51	86,0	0,47	98,5
T19	de 56 731 à 59 207	0,84	94,7	1,90	87,9	0,21	98,8
T20	de 59 208 à 61 685	0,86	95,6	1,99	89,9	0,20	99,0
T21	de 61 686 à 63 667	0,49	96,1	1,07	90,9	0,15	99,1
T22	de 63 668 à 66 144	0,60	96,7	1,30	92,2	0,19	99,3
T23	de 66 145 à 68 126	0,35	97,0	0,73	93,0	0,12	99,4
T24	de 68 127 à 70 603	0,38	97,4	0,80	93,8	0,13	99,5
T25	de 70 604 à 73 080	0,26	97,7	0,62	94,4	0,05	99,6
T26	de 73 081 à 75 062	0,23	97,9	0,55	94,9	0,04	99,6
T27	de 75 063 à 77 539	0,29	98,2	0,75	95,7	0,01	99,7
T28	de 77 540 à 80 017	0,22	98,4	0,50	96,2	0,05	99,7
T29	de 80 018 à 81 999	0,15	98,6	0,34	96,5	0,04	99,7
T30	de 82 000 à 92 232	0,51	99,1	1,19	97,7	0,11	99,9
T31	de 92 233 à 109 001	0,46	99,5	1,12	98,8	0,08	99,9
T32	de 109 002 à 117 386	0,17	99,7	0,41	99,2	0,03	100,0
T33	de 117 387 à 121 578	0,05	99,7	0,11	99,4	0,01	100,0
T34	121 579 et plus	0,25	100,0	0,64	100,0	0,03	100,0
		100		100		100	

Profil des salaires réels en % de l'effectif total considéré *

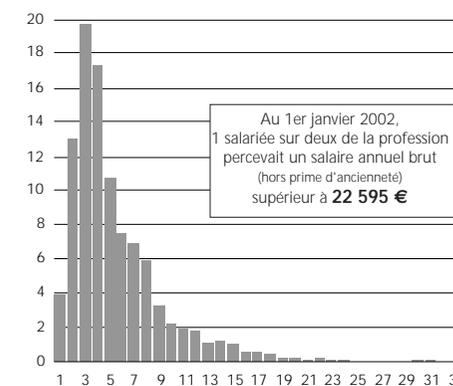
Ensemble du personnel (y compris coefficient 900)



Personnel masculin seul



Personnel féminin seul



* En abscisse, tranches de salaires (34 tranches, voir détails tableau ci-contre).

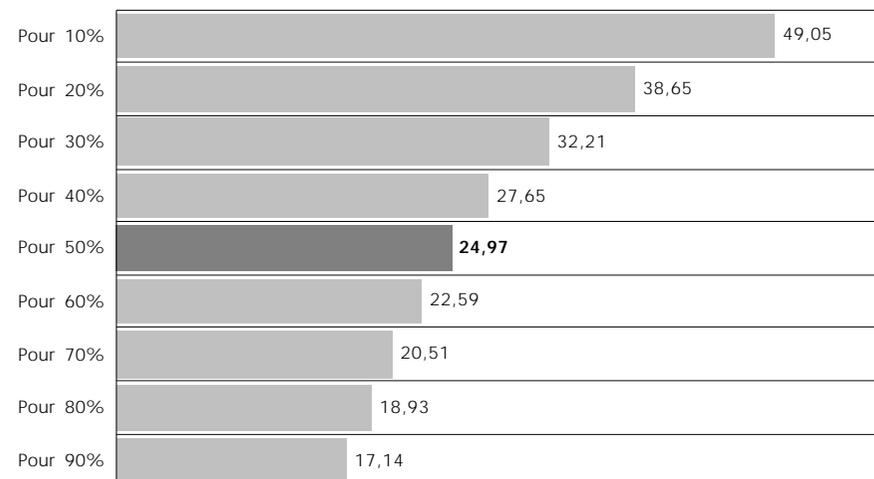
La structure décilaire des salaires par catégories hiérarchiques de la Convention Collective

Chacune des populations concernées (population totale et/ou population de chacune des catégories hiérarchiques de la Convention Collective*) a été segmentée en déciles (10% de la population). Pour chacun de ces déciles a été recherchée la tranche de salaires en constituant la limite.

Exemple de lecture des graphiques : au sein du personnel non-cadre (voir graphique ci-dessous), dans la catégorie du personnel très qualifié (C255 à C295), le salaire annuel est supérieur à 24 380 € pour 40% de l'effectif total de cette catégorie.

* Y compris salariés situés au coefficient 900.

La structure décilaire de l'effectif total par tranches de salaires (Salaire annuel en milliers d'euros, base janvier 2001, hors prime d'ancienneté)



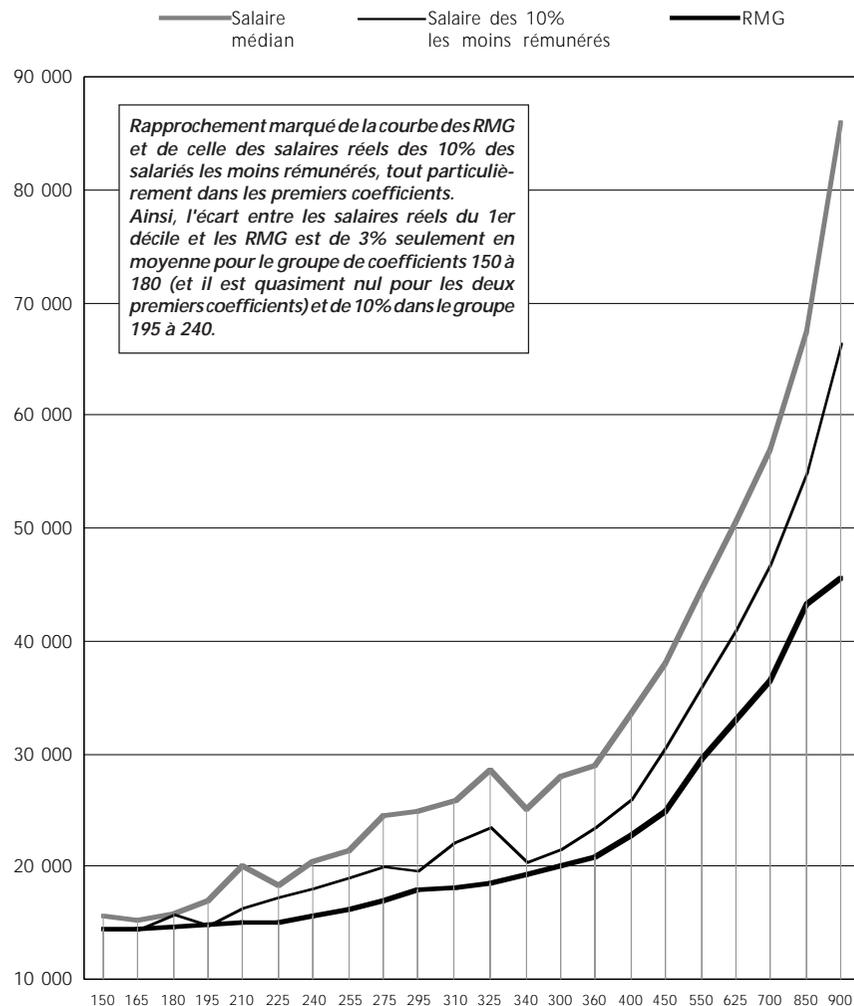
La structure décilaire des effectifs par tranches de salaires et catégories hiérarchiques de la Convention Collective (Salaire annuel en milliers d'euros, base janvier 2002, hors prime d'ancienneté)



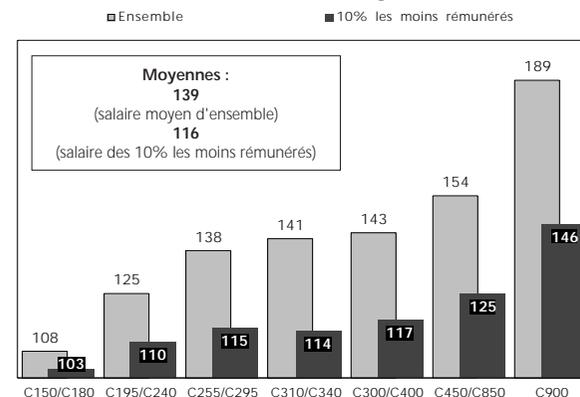
3.2. - Les salaires réels et les rémunérations minimales garanties

Au 1er janvier 2002, les **salaires réels** (sur la base du salaire médian) étaient **en moyenne supérieurs de 39% aux rémunérations minimales garanties**. Cet écart varie selon le sexe (en moyenne de 43% pour les hommes et 35% pour les femmes) et selon la qualification (28% pour les non-cadres et 54% pour les cadres), il culmine à 89% au coefficient 900 (cadres supérieurs).

Profil des salaires réels et des rémunérations minimales garanties par coefficients hiérarchiques

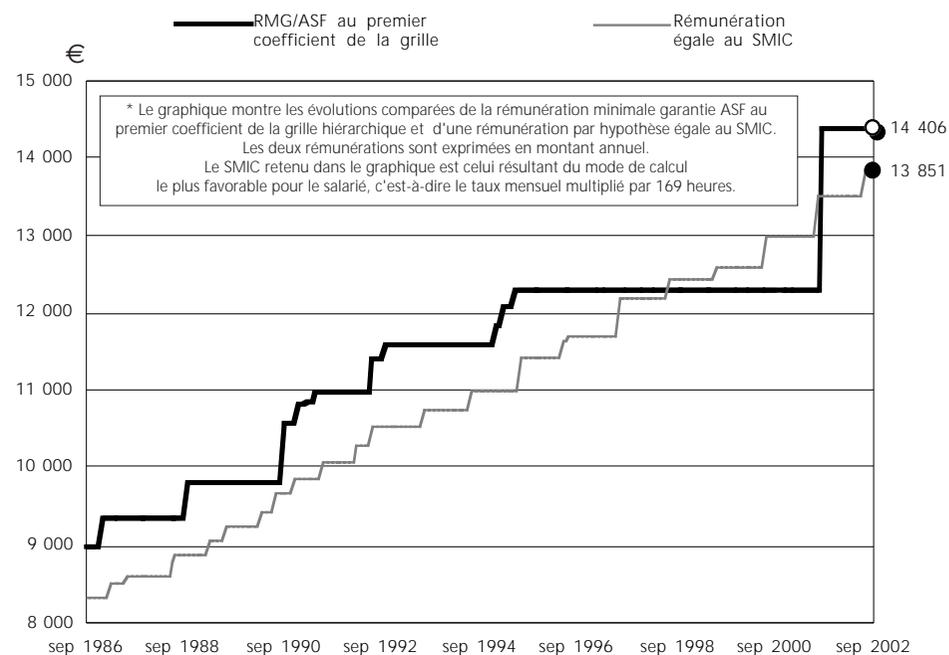


Ecart entre les salaires réels et les rémunérations minimales garanties*



* Ecart entre les salaires réels moyens (et ceux des 10% des salariés les moins rémunérés) et les rémunérations minimales garanties (résultant de l'accord du 17 juillet 2001). Pour chaque coefficient hiérarchique, la rémunération minimale garantie est prise pour base 100.

Rémunération minimale garantie ASF et SMIC*



4 - La formation professionnelle continue

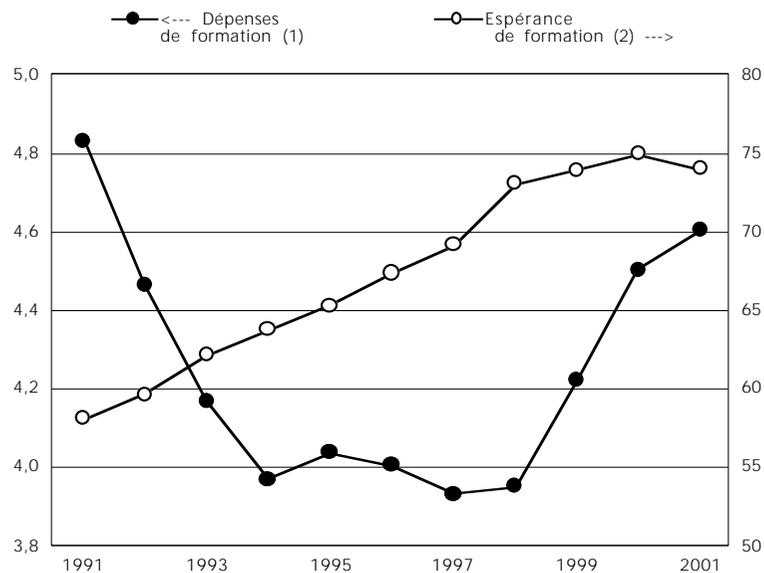
4.1. - L'évolution de la formation professionnelle : moyens financiers et bénéficiaires au cours des dernières années

En 2001, l'effort financier de formation a continué de marquer le pas : il s'établit en moyenne à **4,48%** de la masse salariale, en légère contraction (-0,18 point) par rapport à 2000, après -0,5 point cette dernière année. Cette pause ne remet cependant pas en cause la tendance de fond à la croissance enregistrée ces trois dernières années, faisant suite au palier des années 1994 à 1998.

La proportion de salariés de la profession ayant bénéficié, au cours de l'année 2001, d'au moins une action de formation, est en revanche en progression, à 74,7%, en hausse de 1,5 point par rapport à l'année précédente.

Nouvelle confirmation de la règle selon laquelle **l'effort de formation progresse à mesure que l'effectif augmente** : en termes de moyens financiers, cet effort s'accroît de 1,32% pour les sociétés de moins de 50 salariés à 5,05% pour celles de 500 salariés et plus en passant par 2,87% pour celles de 50 à 499 salariés. La proportion de stagiaires augmente elle aussi, de 44% dans les sociétés de moins de 50 salariés à près de 77% dans celles de 500 salariés et plus.

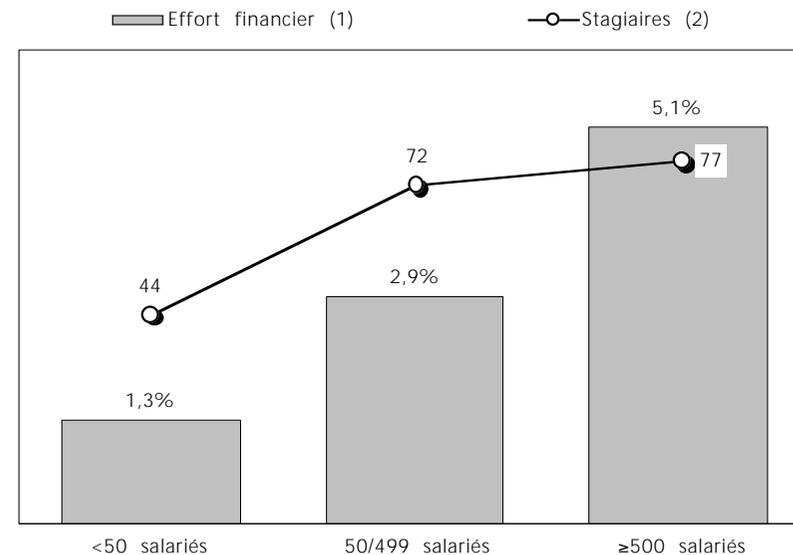
Moyens financiers et bénéficiaires de la formation :
tendances d'évolution



(1) En % de la masse salariale. Moyenne mobile sur 3 ans.

(2) Nombre de salariés ayant suivi au moins un stage au cours de l'année (pour 100 salariés). Moyenne mobile sur 3 ans.

La formation en 2001 selon la taille des sociétés



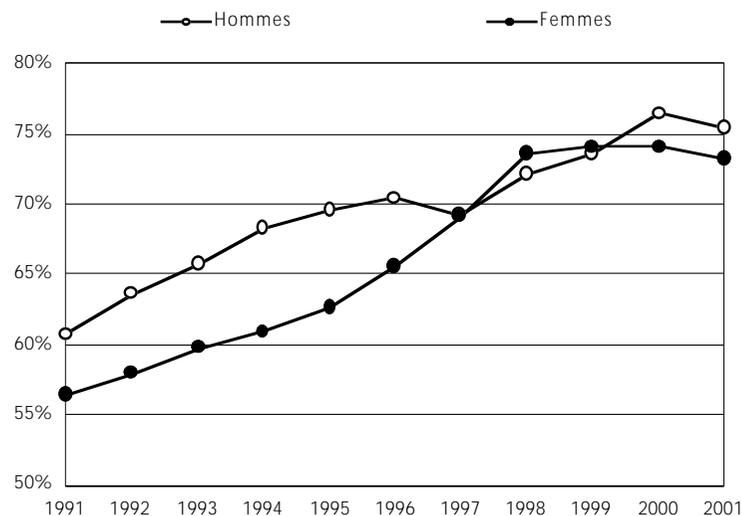
(1) En % de la masse salariale.

(2) Nombre de salariés ayant suivi au moins un stage au cours de l'année (pour 100 salariés).

Les bénéficiaires de la formation

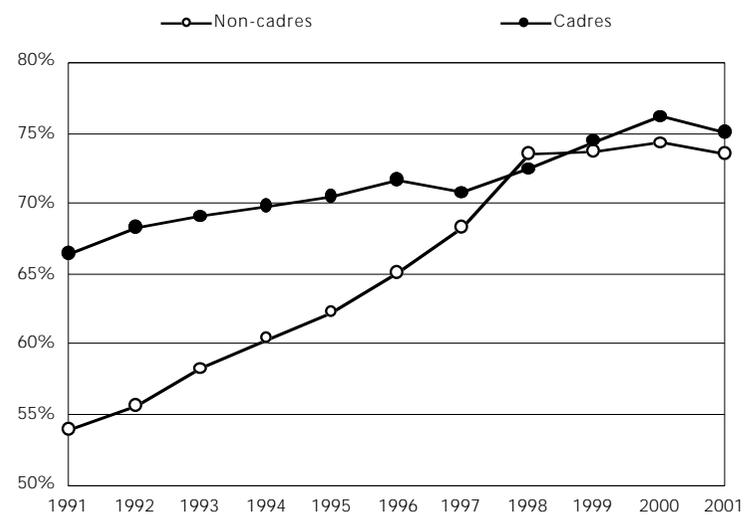
- Evolution d'ensemble** : En 2001, **75%** des salariés de la profession ont suivi au moins un stage de formation au cours de l'année contre 61% dix ans auparavant. La tendance de la dernière décennie est celle d'un accroissement nettement plus rapide de l'"espérance de formation" chez les femmes que chez les hommes et chez les non-cadres que chez les cadres, créant ainsi les conditions d'une situation plus équilibrée qui tend à se stabiliser.
- Analyse par sexes** : De 1991 à 2001, la proportion de salariés **hommes** ayant suivi au moins un stage de formation au cours de l'année est passée de 61% à **76%**, celle des salariées **femmes** de 57% à **73%**. Depuis plusieurs années, l'"espérance de formation" chez les femmes est très proche de celle des hommes.
- Analyse par qualification** : Au cours de la même période, la proportion de salariés **cadres** ayant suivi au moins un stage de formation au cours de l'année est passée de 67% à **75%**, ces taux étant respectivement de 54% et **74%** pour les **non-cadres** (soit un gain de vingt points en dix ans). Là aussi, la tendance de fond fait apparaître un rééquilibrage entre les deux catégories.

L'évolution de la proportion de stagiaires selon le sexe*



* En % de l'effectif de chaque sexe. Moyennes mobiles sur trois ans

L'évolution de la proportion de stagiaires selon la qualification*



* En % de l'effectif de chaque catégorie hiérarchique. Moyennes mobiles sur trois ans

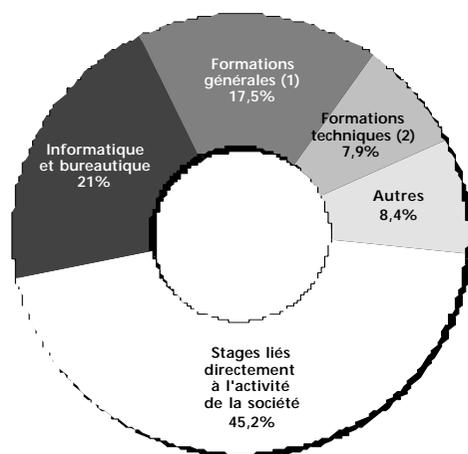
4.2. - Le contenu et la réalisation de la formation

Après la forte contraction enregistrée en 2000 (-13%), le **nombre d'heures-stagiaires** est en moyenne quasiment stable en 2001 (-0,2%). Cet équilibre d'ensemble résulte cependant d'évolutions très contrastées selon le type d'activité exercé par les sociétés : ainsi, on enregistre une hausse de +63% chez les maisons de titres et de +14% dans les sociétés spécialisées dans le financement de l'équipement et, à l'inverse, un recul de l'ordre de -15% à -16% dans les sociétés de financement de l'immobilier et d'affacturage et de -6% pour les établissements de crédits renouvelables. La **durée moyenne** des stages est en très fort recul (-24%) et s'établit à 11 heures.

La **composition des stages** par grands thèmes est la suivante en 2001 :

- La part des formations directement liées à l'**activité de la société** est de **46,6%**, en quasi-stabilité par rapport à l'année précédente. Ce type de stages est particulièrement développé dans les maisons de titres et les établissements de financement de l'immobilier ainsi - qu'à un moindre degré - dans les sociétés de crédits renouvelables.
- Les stages d'**informatique** et de bureautique représentent **20%** du total, en recul de -2,6 points par rapport à l'année précédente. La part de ces stages atteint 27% dans les sociétés de financement de l'équipement et tombe à 8% chez les établissements de financement de l'immobilier.
- Les stages de **formation générale** (expression, communication, langues vivantes) entrent pour **20,2%** dans l'ensemble, en augmentation de +3,3 points par rapport à 2000. On notera que cette part atteint 30% dans les sociétés d'affacturage.
- Les formations **techniques** (comptable, économique, fiscale et juridique) composent **4,6%** du total des heures-stagiaires (en quasi-stabilité sur un an).
- Des **formations diverses** représentent **8,7%** du total (+0,5 point).

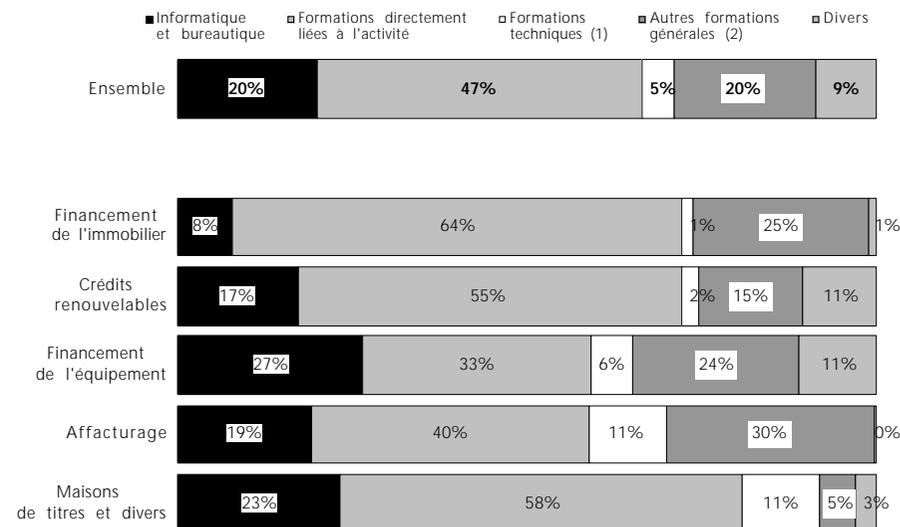
Composition moyenne des stages* de 1991 à 2001



(1) Expression, communication, langues vivantes, etc.
 (2) Formations comptable, économique, fiscale et juridique.

* Pour 100 heures-stagiaires.

Composition des stages en 2001 selon l'activité dominante*



(1) Formations comptable, économique, fiscale et juridique.
 (2) Expression, communication, langues vivantes, etc.

* Pour 100 heures-stagiaires.

Annexes - Données chiffrées -

	Pages
Annexes 1 à 4 : Structure de l'emploi	36 à 38
Annexes 5 à 7 : Flux d'effectifs	39 à 44
Annexe 8 : Formation professionnelle	45 et 46

Annexe 1
**La répartition de l'effectif total
par coefficients hiérarchiques***

Coefficients hiérarchiques	En valeur absolue	En % du total	En % cumulé
C 150	54	0,5%	0,5%
C 165	76	0,8%	1,3%
C 180	318	3,2%	4,5%
C 195	805	8,1%	12,5%
C 210	532	5,3%	17,9%
C 225	959	9,6%	27,4%
C 240	785	7,9%	35,3%
C 255	785	7,9%	43,1%
C 275	352	3,5%	46,7%
C 295	560	5,6%	52,3%
C 310	533	5,3%	57,6%
C 325	139	1,4%	59,0%
C 340	248	2,5%	61,5%
C 300	182	1,8%	63,3%
C 360	353	3,5%	66,8%
C 400	1219	12,2%	79,0%
C 450	476	4,8%	83,8%
C 550	781	7,8%	91,6%
C 625	165	1,7%	93,2%
C 700	319	3,2%	96,4%
C 850	179	1,8%	98,2%
C 900	180	1,8%	100,0%
Total	10 000	100,0%	

Annexe 2
**La répartition de l'effectif total
par coefficients hiérarchiques et par sexes***

Coefficients hiérarchiques	Hommes		Femmes		TOTAL	
	En valeur absolue	En % du coefficient	En valeur absolue	En % du coefficient	En valeur absolue	En % du coefficient
C 150	11	20,4%	43	79,6%	54	100,0%
C 165	22	28,9%	54	71,1%	76	100,0%
C 180	65	20,4%	253	79,6%	318	100,0%
C 195	215	26,7%	590	73,3%	805	100,0%
C 210	140	26,3%	392	73,7%	532	100,0%
C 225	210	21,9%	749	78,1%	959	100,0%
C 240	181	23,1%	604	76,9%	785	100,0%
C 255	158	20,1%	627	79,9%	785	100,0%
C 275	79	22,4%	273	77,6%	352	100,0%
C 295	118	21,1%	442	78,9%	560	100,0%
C 310	158	29,6%	375	70,4%	533	100,0%
C 325	41	29,5%	98	70,5%	139	100,0%
C 340	88	35,5%	160	64,5%	248	100,0%
C 300	97	53,3%	85	46,7%	182	100,0%
C 360	159	45,0%	194	55,0%	353	100,0%
C 400	615	50,5%	604	49,5%	1219	100,0%
C 450	260	54,6%	216	45,4%	476	100,0%
C 550	483	61,8%	298	38,2%	781	100,0%
C 625	94	57,0%	71	43,0%	165	100,0%
C 700	230	72,1%	89	27,9%	319	100,0%
C 850	146	81,6%	33	18,4%	179	100,0%
C 900	159	88,3%	21	11,7%	180	100,0%
Total	3 729	37,3%	6 271	62,7%	10 000	100,0%

* Données établies sur la base d'un échantillon de 32 établissements regroupant 52% de l'effectif total de la profession. Données exprimées sur la base de 10 000 salariés.

Annexe 3
La composition des coefficients hiérarchiques selon l'âge*

Coefficients hiérarchiques	Moins de 25 ans		De 25 à 40 ans		De 41 à 55 ans		Plus de 55 ans		TOTAL	
	En valeur absolue	En % du coefficient	En valeur absolue	En % du coefficient	En valeur absolue	En % du coefficient	En valeur absolue	En % du coefficient	En valeur absolue	En % du coefficient
C 150	11	20,4%	21	38,9%	22	40,7%			54	100,0%
C 165	21	27,6%	45	59,2%	10	13,2%			76	100,0%
C 180	101	31,8%	155	48,7%	57	17,9%	5	1,6%	318	100,0%
C 195	277	34,4%	428	53,2%	87	10,8%	13	1,6%	805	100,0%
C 210	66	12,4%	354	66,5%	107	20,1%	5	0,9%	532	100,0%
C 225	82	8,6%	700	73,0%	168	17,5%	9	0,9%	959	100,0%
C 240	86	11,0%	511	65,1%	166	21,1%	22	2,8%	785	100,0%
C 255	40	5,1%	527	67,1%	203	25,9%	15	1,9%	785	100,0%
C 275	10	2,8%	209	59,4%	128	36,4%	5	1,4%	352	100,0%
C 295	22	3,9%	313	55,9%	212	37,9%	13	2,3%	560	100,0%
C 310	27	5,1%	308	57,8%	187	35,1%	11	2,1%	533	100,0%
C 325	3	2,2%	65	46,8%	67	48,2%	4	2,9%	139	100,0%
C 340	6	2,4%	138	55,6%	101	40,7%	3	1,2%	248	100,0%
C 300	47	25,8%	135	74,2%					182	100,0%
C 360	12	3,4%	278	78,8%	63	17,8%			353	100,0%
C 400	24	2,0%	864	70,9%	305	25,0%	26	2,1%	1219	100,0%
C 450	1	0,2%	336	70,6%	129	27,1%	10	2,1%	476	100,0%
C 550			358	45,8%	374	47,9%	49	6,3%	781	100,0%
C 625			99	60,0%	62	37,6%	4	2,4%	165	100,0%
C 700			121	37,9%	170	53,3%	28	8,8%	319	100,0%
C 850			42	23,5%	110	61,5%	27	15,1%	179	100,0%
C 900			37	20,6%	113	62,8%	30	16,7%	180	100,0%
Total	836	8,4%	6 044	60,4%	2 841	28,4%	279	2,8%	10 000	100,0%

* Données établies sur la base d'un échantillon de 32 établissements regroupant 52% de l'effectif total de la profession. Données exprimées sur la base de 10 000 salariés.

Annexe 4
La composition des coefficients hiérarchiques selon l'ancienneté*

Coefficients hiérarchiques	Moins de 3 ans		De 3 à 10 ans		De 11 à 15 ans		Plus de 15 ans		TOTAL	
	En valeur absolue	En % du coefficient	En valeur absolue	En % du coefficient	En valeur absolue	En % du coefficient	En valeur absolue	En % du coefficient	En valeur absolue	En % du coefficient
C 150	32	59,3%	4	7,4%	4	7,4%	14	25,9%	54	100,0%
C 165	54	71,1%	12	15,8%	5	6,6%	5	6,6%	76	100,0%
C 180	209	65,7%	41	12,9%	29	9,1%	39	12,3%	318	100,0%
C 195	627	77,9%	79	9,8%	34	4,2%	65	8,1%	805	100,0%
C 210	215	40,4%	186	35,0%	47	8,8%	84	15,8%	532	100,0%
C 225	270	28,2%	438	45,7%	142	14,8%	109	11,4%	959	100,0%
C 240	252	32,1%	260	33,1%	128	16,3%	145	18,5%	785	100,0%
C 255	173	22,0%	292	37,2%	149	19,0%	171	21,8%	785	100,0%
C 275	53	15,1%	130	36,9%	61	17,3%	108	30,7%	352	100,0%
C 295	106	18,9%	166	29,6%	97	17,3%	191	34,1%	560	100,0%
C 310	132	24,8%	137	25,7%	89	16,7%	175	32,8%	533	100,0%
C 325	21	15,1%	33	23,7%	18	12,9%	67	48,2%	139	100,0%
C 340	41	16,5%	73	29,4%	61	24,6%	73	29,4%	248	100,0%
C 300	182	100,0%							182	100,0%
C 360	134	38,0%	137	38,8%	52	14,7%	30	8,5%	353	100,0%
C 400	389	31,9%	433	35,5%	190	15,6%	207	17,0%	1219	100,0%
C 450	116	24,4%	200	42,0%	92	19,3%	68	14,3%	476	100,0%
C 550	87	11,1%	241	30,9%	206	26,4%	247	31,6%	781	100,0%
C 625	25	15,2%	75	45,5%	37	22,4%	28	17,0%	165	100,0%
C 700	50	15,7%	88	27,6%	87	27,3%	94	29,5%	319	100,0%
C 850	23	12,8%	49	27,4%	48	26,8%	59	33,0%	179	100,0%
C 900	27	15,0%	46	25,6%	44	24,4%	63	35,0%	180	100,0%
Total	3 218	32,2%	3 120	31,2%	1 620	16,2%	2 042	20,4%	10 000	100,0%

* Données établies sur la base d'un échantillon de 32 établissements regroupant 52% de l'effectif total de la profession. Données exprimées sur la base de 10 000 salariés.

Annexe 5.1
Les flux d'effectifs en 2001 - Analyse 1*

Analyse selon le statut et le sexe

	ENSEMBLE DES SOCIETES	Analyse selon le statut		Analyse selon le sexe	
		Cadres	Non-cadres	Hommes	Femmes
I - DONNEES DE BASE					
1 L'effectif au 31.12.2000	15 091	6 130	8 961	5 882	9 209
- Salariés titulaires d'un CDD	967	118	849	249	718
- Salariés titulaires d'un CDI	13 874	6 005	7 869	5 554	8 320
- Autres types de contrats (1)	250	7	243	79	171
2 Les entrées du 1.1.2001 au 31.12.2001	4 462	1 036	3 426	1 667	2 795
- Par CDD	1 983	91	1 892	590	1 393
- Par CDI	2 043	938	1 105	963	1 080
- Autres types de contrats (1)	436	7	429	114	322
3 Les sorties du 1.1.2001 au 31.12.2001	4 192	1 006	3 186	1 470	2 722
- Pour fin de CDD	1 611	68	1 543	448	1 163
- Pour fin de CDI	2 156	933	1 223	910	1 246
. Démission	1 057	446	611	445	612
. Licenciement(s) pour motif économique	245	74	171	68	177
. Licenciement(s) pour autre(s) motif(s)	273	150	123	136	137
. Mise et/ou départ en retraite ou préretraite	94	52	42	33	61
. Autres causes de fin de CDI (2)	487	211	276	228	259
- Pour fin d'autres types de contrats (1)	425	5	420	112	313
Salariés non-cadres promus cadres au cours de 2001	104	104		41	63
4 L'effectif au 31.12.2001	15 361	6 264	9 097	6 079	9 282
- Salariés titulaires d'un CDD	971	59	912	270	701
- Salariés titulaires d'un CDI	14 129	6 196	7 933	5 728	8 401
- Autres types de contrats (1)	261	9	252	81	180
Transformations de CDD en CDI au cours de 2001	368	82	286	121	247

(1) Dont, notamment, salariés titulaires d'un contrat de travail temporaire (intérimaires)

(2) Décès, mutations intra-groupes (hors secteur ASF), etc.

* Données établies sur la base d'un échantillon de 116 établissements regroupant 66% de l'effectif total de la profession.

Annexe 5.2
Les flux d'effectifs en 2001 - Analyse 1 (suite)*

<i>Analyse selon le statut et le sexe</i>	ENSEMBLE DES SOCIETES	Analyse selon le statut		Analyse selon le statut	
		Cadres	Non-cadres	Hommes	Femmes
II - ELEMENTS D'ANALYSE					
1 L'analyse structurelle					
Nombre de sociétés	116				
Effectif moyen / société au 31.12.2001	132				
Proportion d'hommes au 31.12.2000	39,0%	60,3%	24,4%		
Proportion d'hommes au 31.12.2001	39,6%	59,9%	25,6%		
Proportion de femmes au 31.12.2000	61,0%	39,7%	75,6%		
Proportion de femmes au 31.12.2001	60,4%	40,1%	74,4%		
Variation de la proportion de femmes en 2001	-0,6%	+0,4%	-1,2%		
Proportion de cadres au 31.12.2000	40,6%			62,8%	26,4%
Proportion de cadres au 31.12.2001	40,8%			61,7%	27,1%
Variation de la proportion de cadres en 2001	+0,2%			-1,1%	+0,6%
Part des non-cadres promus cadres en 2001 (% des non-C)	1,1%		1,1%	1,9%	0,9%
Taux de CDD au 31.12.2000	6,4%	1,9%	9,5%	4,2%	7,8%
Taux de CDD au 31.12.2001	6,3%	0,9%	10,0%	4,4%	7,6%
Variation du taux de CDD en 2001	-0,1%	-1,0%	+0,6%	+0,2%	-0,2%
Part des CDD transformés en CDI en 2001	27,5%	58,2%	23,9%	30,9%	26,1%
2 L'analyse des flux					
Variation de l'effectif total 2001/2000	+1,8%	+2,2%	+1,5%	+3,3%	+0,8%
Variation de l'effectif CDI seul 2001/2000	+1,8%	+3,2%	+0,8%	+3,1%	+1,0%
Part des licenciements économiques (% des sorties CDI)	11,4%	7,9%	14,0%	7,5%	14,2%

* Données établies sur la base d'un échantillon de 116 établissements regroupant 66% de l'effectif total de la profession.

Annexe 6.1
Les flux d'effectifs en 2001 - Analyse 2*

<i>Analyse selon l'effectif de la société</i>	ENSEMBLE DES SOCIÉTÉS	Analyse selon l'effectif de la société		
		Sociétés de 500 salariés et plus	Sociétés de 50 à 499 salariés	Sociétés de moins de 50 salariés
I - DONNEES DE BASE				
1 L'effectif au 31.12.2000	15 091	11 087	2 909	1 095
- Salariés titulaires d'un CDD	967	732	203	32
- Salariés titulaires d'un CDI	13 874	10 163	2 667	1 044
- Autres types de contrats (1)	250	192	39	19
2 Les entrées du 1.1.2001 au 31.12.2001	4 462	2 998	1 023	441
- Par CDD	1 983	1 601	266	116
- Par CDI	2 043	1 313	480	250
- Autres types de contrats (1)	436	84	277	75
3 Les sorties du 1.1.2001 au 31.12.2001	4 192	2 963	938	291
- Pour fin de CDD	1 611	1 295	251	65
- Pour fin de CDI	2 156	1 570	426	160
. Démission	1 057	720	257	80
. Licenciement(s) pour motif économique	245	228	13	4
. Licenciement(s) pour autre(s) motif(s)	273	167	69	37
. Mise et/ou départ en retraite ou préretraite	94	64	28	2
. Autres causes de fin de CDI (2)	487	391	59	37
- Pour fin d'autres types de contrats (1)	425	98	261	66
Salariés non-cadres promus cadres au cours de 2001	104	87	12	5
4 L'effectif au 31.12.2001	15 361	11 122	2 994	1 245
- Salariés titulaires d'un CDD	971	758	136	77
- Salariés titulaires d'un CDI	14 129	10 186	2 803	1 140
- Autres types de contrats (1)	261	178	55	28
Transformations de CDD en CDI au cours de 2001	368	280	82	6

(1) Dont, notamment, salariés titulaires d'un contrat de travail temporaire (intérimaires)

(2) Décès, mutations intra-groupes (hors secteur ASF), etc.

* Données établies sur la base d'un échantillon de 116 établissements regroupant 66% de l'effectif total de la profession.

Annexe 6.2
Les flux d'effectifs en 2001 - Analyse 2 (suite)*

<i>Analyse selon l'effectif de la société</i>	ENSEMBLE DES SOCIETES	Analyse selon l'effectif de la société		
		Sociétés de 500 salariés et plus	Sociétés de 50 à 499 salariés	Sociétés de moins de 50 salariés
II - ELEMENTS D'ANALYSE				
1 L'analyse structurelle				
Nombre de sociétés	116	11	21	84
Effectif moyen / société au 31.12.2001	132	1011	143	15
Proportion d'hommes au 31.12.2000	39,0%	38,6%	38,2%	44,7%
Proportion d'hommes au 31.12.2001	39,6%	39,1%	39,8%	43,5%
Proportion de femmes au 31.12.2000	61,0%	61,4%	61,8%	55,3%
Proportion de femmes au 31.12.2001	60,4%	60,9%	60,2%	56,5%
Variation de la proportion de femmes en 2001	-0,6%	-0,5%	-1,6%	1,2%
Proportion de cadres au 31.12.2000	40,6%	37,9%	44,2%	58,5%
Proportion de cadres au 31.12.2001	40,8%	37,9%	44,6%	57,3%
Variation de la proportion de cadres en 2001	+0,2%	+0,0%	+0,3%	-1,3%
Part des non-cadres promus cadres en 2001 (% des non-C)	1,1%	1,2%	0,7%	0,9%
Taux de CDD au 31.12.2000	6,4%	6,6%	7,0%	2,9%
Taux de CDD au 31.12.2001	6,3%	6,8%	4,5%	6,2%
Variation du taux de CDD en 2001	-0,1%	+0,2%	-2,4%	+3,3%
Part des CDD transformés en CDI en 2001	27,5%	27,0%	37,6%	7,2%
2 L'analyse des flux				
Variation de l'effectif total 2001/2000	+1,8%	+0,3%	+2,9%	+13,7%
Variation de l'effectif CDI seul 2001/2000	+1,8%	+0,2%	+5,1%	+9,2%
Part des licenciements économiques (% des sorties CDI)	11,4%	14,5%	3,1%	2,5%

* Données établies sur la base d'un échantillon de 116 établissements regroupant 66% de l'effectif total de la profession.

Annexe 7.1
Les flux d'effectifs en 2001 - Analyse 3*

<i>Analyse selon le type d'activité</i>	ENSEMBLE DES SOCIETES	Analyse selon l'activité dominante de la société						
		Financements classiques*	Crédits renouvelables	Maisons de titres et divers	Affacturage	Financement immobilier	Crédit-bail mobilier	Crédit-bail immobilier
I - DONNEES DE BASE								
1 L'effectif au 31.12.2000	15 091	4 391	4 266	2 036	1 940	1 498	785	175
- Salariés titulaires d'un CDD	967	317	375	99	88	55	30	3
- Salariés titulaires d'un CDI	13 874	4 008	3 774	1 929	1 819	1 436	739	169
- Autres types de contrats (1)	250	66	117	8	33	7	16	3
2 Les entrées du 1.1.2001 au 31.12.2001	4 462	1 777	1 161	523	505	245	197	54
- Par CDD	1 983	842	812	110	59	84	71	5
- Par CDI	2 043	655	318	390	420	145	77	38
- Autres types de contrats (1)	436	280	31	23	26	16	49	11
3 Les sorties du 1.1.2001 au 31.12.2001	4 192	1 688	1 184	360	466	273	189	32
- Pour fin de CDD	1 611	653	685	81	61	82	46	3
- Pour fin de CDI	2 156	764	441	265	385	177	106	18
. Démission	1 057	342	274	144	196	63	25	13
. Licenciement(s) pour motif économique	245	180	29	8	0	10	18	0
. Licenciement(s) pour autre(s) motif(s)	273	78	61	57	20	5	50	2
. Mise et/ou départ en retraite ou préretraite	94	9	3	8	4	70	0	0
. Autres causes de fin de CDI (2)	487	155	74	48	165	29	13	3
- Pour fin d'autres types de contrats (1)	425	271	58	14	20	14	37	11
Salariés non-cadres promus cadres au cours de 2001	104	19	64	8	8	2	3	0
4 L'effectif au 31.12.2001	15 361	4 480	4 243	2 199	1 979	1 470	793	197
- Salariés titulaires d'un CDD	971	378	364	66	56	51	51	5
- Salariés titulaires d'un CDI	14 129	4 027	3 789	2 116	1 884	1 410	714	189
- Autres types de contrats (1)	261	75	90	17	39	9	28	3
Transformations de CDD en CDI au cours de 2001	368	128	138	62	30	6	4	0

* Financement classique de l'équipement des ménages (automobile et équipement du foyer) et des entreprises (véhicules utilitaires et industriels et autres matériels d'équipement).

(1) Dont, notamment, salariés titulaires d'un contrat de travail temporaire (intérimaires).

(2) Décès, mutations intra-groupes (hors secteur ASF), etc.

* Données établies sur la base d'un échantillon de 116 établissements regroupant 66% de l'effectif total de la profession.

Annexe 7.2
Les flux d'effectifs en 2001 - Analyse 3 (suite)*

Analyse selon le type d'activité

**ENSEMBLE
DES
SOCIETES**

Analyse selon l'activité dominante de la société

Financements classiques*	Crédits renouvelables	Maisons de titres et divers	Affacturage	Financement immobilier	Crédit-bail mobilier	Crédit-bail immobilier
--------------------------	-----------------------	-----------------------------	-------------	------------------------	----------------------	------------------------

II - ELEMENTS D'ANALYSE

1 L'analyse structurelle

Nombre de sociétés	116	20	3	46	9	11	11	16
Effectif moyen / société au 31.12.2001	132	224	1414	48	220	134	72	12
Proportion d'hommes au 31.12.2000	39,0%	43,1%	30,6%	48,5%	41,4%	33,8%	40,3%	38,9%
Proportion d'hommes au 31.12.2001	39,6%	45,3%	30,0%	49,4%	40,2%	34,4%	39,8%	37,6%
Proportion de femmes au 31.12.2000	61,0%	56,9%	69,4%	51,5%	58,6%	66,2%	59,7%	61,1%
Proportion de femmes au 31.12.2001	60,4%	54,7%	70,0%	50,6%	59,8%	65,6%	60,2%	62,4%
Variation de la proportion de femmes en 2001	-0,6%	-2,2%	+0,6%	-0,9%	+1,3%	-0,5%	0,4%	+1,3%
Proportion de cadres au 31.12.2000	40,6%	41,8%	27,2%	57,7%	35,3%	45,7%	60,9%	63,4%
Proportion de cadres au 31.12.2001	40,8%	41,4%	27,5%	59,4%	34,9%	45,3%	57,3%	62,9%
Variation de la proportion de cadres en 2001	+0,2%	-0,4%	+0,3%	+1,8%	-0,3%	-0,4%	-3,6%	-0,5%
Part des non-cadres promus cadres en 2001 (% des non-C)	1,1%	0,7%	2,0%	0,9%	0,6%	0,2%	0,9%	0,0%
Taux de CDD au 31.12.2000	6,4%	7,2%	8,8%	4,9%	4,5%	3,7%	3,8%	1,7%
Taux de CDD au 31.12.2001	6,3%	8,4%	8,6%	3,0%	2,8%	3,5%	6,4%	2,5%
Variation du taux de CDD en 2001	-0,1%	+1,2%	-0,2%	-1,9%	-1,7%	-0,2%	+2,6%	+0,8%
Part des CDD transformés en CDI en 2001	27,5%	25,3%	27,5%	48,4%	34,9%	10,5%	7,3%	0,0%

2 L'analyse des flux

Variation de l'effectif total 2001/2000	+1,8%	+2,0%	-0,5%	+8,0%	+2,0%	-1,9%	+1,0%	+12,6%
Variation de l'effectif CDI seul 2001/2000	+1,8%	+0,5%	+0,4%	+9,7%	+3,6%	-1,8%	-3,4%	+11,8%
Part des licenciements économiques (% des sorties CDI)	11,4%	23,6%	6,6%	3,0%	0,0%	5,6%	17,0%	0,0%

* Financement classique de l'équipement des ménages (automobile et équipement du foyer) et des entreprises (véhicules utilitaires et industriels et autres matériels d'équipement).

* Données établies sur la base d'un échantillon de 116 établissements regroupant 66% de l'effectif total de la profession.

Annexe 8-1

La formation professionnelle continue en 2001 - Analyse 1*

Analyse selon l'importance des effectifs

	ENSEMBLE DES SOCIETES		Sociétés de 500 salariés et plus		Sociétés de 50 à 499 salariés		Sociétés de moins de 50 salariés	
	En 2001	Δ 2001/2000	En 2001	Δ 2001/2000	En 2001	Δ 2001/2000	En 2001	Δ 2001/2000
A - L'EFFORT DE FORMATION								
. Les moyens financiers de la formation								
. Dépenses de formation en % de la masse salariale	4,48%	-0,18	5,05%	-0,25	2,87%	+0,1	1,32%	0,0
. Les bénéficiaires de la formation								
. Effectif total au 31 décembre	12 900	+0,9%	10 186	+0,1%	2 313	+3,4%	401	+9,0%
. Nombre de stagiaires	9 641	+3,0%	7 809	-0,5%	1 654	+24,2%	178	+3,5%
. Qui suit des stages ?								
. Total des stagiaires en % de l'effectif total	74,7%	+1,5	76,7%	-0,5	71,5%	+12,0	44,4%	-2,4
Analyse selon le sexe								
. Stagiaires hommes en % de l'effectif hommes	73,7%	-0,5	77,0%	-1,9	67,1%	+7,0	38,7%	-8,8
. Stagiaires hommes cadres en % de l'effectif hommes cadres	71,5%	+0,6	75,6%	+0,5	62,3%	+2,3	49,1%	-5,8
. Stagiaires hommes non-cadres en % de l'effectif hommes non-cadres	76,9%	-2,5	78,7%	-5,2	78,0%	+17,3	17,9%	-11,0
. Stagiaires femmes en % de l'effectif femmes	75,4%	+2,7	76,5%	+0,3	74,6%	+15,5	48,5%	+2,3
. Stagiaires femmes cadres en % de l'effectif femmes cadres	75,6%	+3,4	76,9%	-0,2	74,4%	+14,8	60,7%	+6,5
. Stagiaires femmes non-cadres en % de l'effectif femmes non-cadres	75,3%	+2,5	76,4%	+0,4	74,7%	+15,7	41,0%	0,0
Analyse selon la qualification								
. Stagiaires cadres en % de l'effectif cadres	73,2%	+1,8	76,1%	+0,3	67,0%	+7,2	54,2%	-0,4
. Stagiaires non-cadres en % de l'effectif non-cadres	75,7%	+1,4	77,0%	-0,9	75,5%	+16,2	34,5%	-3,3
. Comment se composent les stagiaires ? (pour 100 stagiaires)								
Analyse selon le sexe								
. Stagiaires hommes	36,8%	-0,7	36,4%	-0,4	38,6%	-2,5	36,5%	-7,1
. Stagiaires hommes cadres	21,0%	-0,7	20,0%	-0,1	24,7%	-4,9	30,9%	-5,1
. Stagiaires hommes non-cadres	15,8%	0,0	16,4%	-0,3	13,9%	+2,3	5,6%	-1,9
. Stagiaires femmes	63,2%	+0,7	63,6%	+0,4	61,4%	+2,5	63,5%	+7,1
. Stagiaires femmes cadres	15,5%	+1,1	14,4%	+0,9	19,3%	+0,7	30,3%	+4,2
. Stagiaires femmes non-cadres	47,7%	-0,3	49,2%	-0,5	42,1%	+1,8	33,1%	+2,9
Analyse selon la qualification								
. Stagiaires cadres	36,5%	+0,3	34,4%	+0,8	44,0%	-4,1	61,2%	-1,0
. Stagiaires non-cadres	63,5%	-0,3	65,6%	-0,8	56,0%	+4,1	38,8%	+1,0
B - LE CONTENU ET LA REALISATION DE LA FORMATION								
. Composition des stages (en % du total d'heures-stagiaires)								
. Total (heures-stagiaires)	307 233	-0,2%	264 308	-2,8%	39 309	+21,2%	3 616	+4,4%
. Informatique et bureautique	20,0%	-2,6	20,5%	-2,9	16,9%	+0,4	14,8%	-2,2
. Formations directement liées à l'activité de la société	46,6%	-0,3	47,1%	+0,4	44,0%	-4,9	39,7%	-4,7
. Formation générale comptable, économique, fiscale et juridique	4,6%	-0,9	3,4%	-1,8	10,6%	+4,3	23,2%	+7,6
. Autres formations générales (1)	20,2%	+3,3	19,7%	+3,1	24,3%	+5,6	10,2%	-12,2
. Divers	8,7%	+0,5	9,3%	+1,2	4,2%	-5,4	12,0%	+11,5
. Nombre total de stages correspondant	28 092	+31,3%	26 047	+33,4%	1 829	+11,5%	216	-6,1%
. Durée moyenne des stages (en heures)	10,94	-24,0%	10,15	-27,2%	21,49	+8,8%	16,74	+11,2%

(1) Expression, communication, langues vivantes ...

* Données établies sur la base d'un échantillon de 51 établissements regroupant 57% de l'effectif total de la profession.

Annexe 8-2
La formation professionnelle continue en 2001 - Analyse 2*

Analyse selon le type d'activité exercé	ENSEMBLE DES SOCIETES		Financement de l'équipement		Financement de l'immobilier		Affacturage		Maisons de titres et divers		Crédits renouvelables	
	En 2001	Δ 2001/2000	En 2001	Δ 2001/2000	En 2001	Δ 2001/2000	En 2001	Δ 2001/2000	En 2001	Δ 2001/2000	En 2001	Δ 2001/2000
A - L'EFFORT DE FORMATION												
. Les moyens financiers de la formation												
. Dépenses de formation en % de la masse salariale	4,48%	-0,18	4,23%	+0,1	6,29%	-2,64	2,29%	+0,1	1,80%	+0,2	5,92%	+0,3
. Les bénéficiaires de la formation												
. Effectif total au 31 décembre	12 900	+0,9%	4 999	+1,5%	1 257	-2,8%	1 911	+1,3%	557	+7,9%	4 176	+0,4%
. Nombre de stagiaires	9 641	+3,0%	3 385	+5,1%	1 039	+2,7%	1 186	+16,6%	291	+15,9%	3 740	-3,0%
. Qui suit des stages ?												
. Total des stagiaires en % de l'effectif total	74,7%	+1,5	67,7%	+2,3	82,7%	+4,4	62,1%	+8,1	52,2%	+3,6	89,6%	-3,1
Analyse selon le sexe												
. Stagiaires hommes en % de l'effectif hommes	73,7%	-0,5	68,2%	-3,0	84,6%	+8,7	67,2%	+8,0	44,6%	-0,8	89,1%	-3,8
. Stagiaires hommes cadres en % de l'effectif hommes cadres	71,5%	+0,6	70,2%	-2,4	84,7%	+11,7	64,9%	+8,8	39,6%	-7,0	83,0%	-1,3
. Stagiaires hommes non-cadres en % de l'effectif hommes non-cadres	76,9%	-2,5	64,9%	-3,4	84,3%	+2,9	70,3%	+6,6	57,3%	+14,9	94,4%	-5,9
. Stagiaires femmes en % de l'effectif femmes	75,4%	+2,7	67,3%	+5,8	81,6%	+2,2	58,6%	+8,4	59,3%	+7,6	89,8%	-2,8
. Stagiaires femmes cadres en % de l'effectif femmes cadres	75,6%	+3,4	73,2%	+2,8	85,3%	18,6	75,2%	11,2	46,6%	-1,1	80,2%	-4,5
. Stagiaires femmes non-cadres en % de l'effectif femmes non-cadres	75,3%	+2,5	65,3%	+6,7	79,9%	-5,1	54,1%	+7,2	68,0%	+13,6	92,2%	-2,3
Analyse selon la qualification												
. Stagiaires cadres en % de l'effectif cadres	73,2%	+1,8	71,3%	-0,5	85,0%	+15,0	68,6%	+10,0	42,3%	-4,8	81,6%	-2,9
. Stagiaires non-cadres en % de l'effectif non-cadres	75,7%	+1,4	65,2%	+4,5	80,8%	-3,5	58,4%	+7,1	64,8%	+14,1	92,7%	-3,1
. Comment se composent les stagiaires ? (pour 100 stagiaires)												
Analyse selon le sexe												
. Stagiaires hommes	36,8%	-0,7	42,3%	-1,4	34,9%	+1,5	43,3%	-2,2	40,9%	-4,5	30,0%	-0,9
. Stagiaires hommes cadres	21,0%	-0,7	27,5%	-2,8	24,1%	+3,2	23,7%	-1,6	26,1%	-7,0	13,0%	-0,1
. Stagiaires hommes non-cadres	15,8%	0,0	14,8%	+1,4	10,9%	-1,7	19,6%	-0,6	14,8%	+2,4	17,0%	-0,8
. Stagiaires femmes	63,2%	+0,7	57,7%	+1,4	65,1%	-1,5	56,7%	+2,2	59,1%	+4,5	70,0%	+0,9
. Stagiaires femmes cadres	15,5%	+1,1	16,4%	+0,3	21,8%	+5,0	15,6%	+2,1	18,9%	-1,4	12,7%	+0,3
. Stagiaires femmes non-cadres	47,7%	-0,3	41,3%	+1,1	43,3%	-6,5	41,1%	0,0	40,2%	+5,9	57,3%	+0,5
Analyse selon la qualification												
. Stagiaires cadres	36,5%	+0,3	43,9%	-2,5	45,8%	+8,2	39,3%	+0,6	45,0%	-8,4	25,7%	+0,2
. Stagiaires non-cadres	63,5%	-0,3	56,1%	+2,5	54,2%	-8,2	60,7%	-0,6	55,0%	+8,4	74,3%	-0,2
B - LE CONTENU ET LA REALISATION DE LA FORMATION												
. Composition des stages (en % du total d'heures-stagiaires)												
. Total (heures-stagiaires)	307 233	-0,2%	116 872	+14,2%	37 594	-15,8%	22 604	-14,6%	10 177	+63,2%	119 986	-6,4%
. Informatique et bureautique	20,0%	-2,6	26,5%	-1,5	8,0%	-3,0	19,2%	+9,7	23,4%	10,3	17,2%	-8,3
. Formations directement liées à l'activité de la société	46,6%	-0,3	32,7%	+1,1	64,1%	-10,1	39,7%	-7,3	57,5%	-7,5	55,0%	+6,3
. Formation générale comptable, économique, fiscale et juridique	4,6%	-0,9	6,0%	+0,5	1,5%	+1,1	11,1%	-10,8	10,8%	+0,7	2,4%	-1,2
. Autres formations générales (1)	20,2%	+3,3	23,7%	-0,7	25,3%	+11,2	29,6%	+9,3	5,1%	-3,9	14,7%	+3,2
. Divers	8,7%	+0,5	11,2%	+0,6	1,1%	+0,9	0,3%	-0,9	3,0%	+0,4	10,7%	+0,1
. Nombre total de stages correspondant	28 092	+31,3%	6 158	+13,0%	2 573	+5,4%	2 242	+6,2%	280	+1,1%	16 839	+51,5%
. Durée moyenne des stages (en heures)	10,94	-24,0%	18,98	+1,1%	14,61	-20,1%	10,08	-19,5%	36,35	+61,4%	7,13	-38,2%

(1) Expression, communication, langues vivantes ...

* Données établies sur la base d'un échantillon de 51 établissements regroupant 57% de l'effectif total de la profession.